

GUIDE DE REDIRECTION ÉCOLOGIQUE DES ENTREPRISES

La bifurcation écologique des entreprises : engager sa redirection écologique avec les acteurs de l'ESS



cress

Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Occitanie

Avec le soutien de

 **PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

SOMMAIRE

AVANT PROPOS & INTRODUCTION | 3

Un guide à l'attention de l'ensemble des entreprises occitanes

Vers une bifurcation écologique des entreprises

L'économie sociale et solidaire

Les entreprises de l'ESS, actrices majeures de la bifurcation écologique

■ TRANSITION ÉNERGÉTIQUE | 6

Les enjeux | Chiffres clés | L'ESS à l'oeuvre | Ressources

■ AGRICULTURE & ALIMENTATION DURABLES | 10

Les enjeux | Chiffres clés | L'ESS à l'oeuvre | Ressources

■ MOBILITÉ & TRANSPORT | 20

Les enjeux | Chiffres clés | L'ESS à l'oeuvre | Ressources

■ BÂTIMENT ET INDUSTRIE | 26

Les enjeux | Chiffres clés | L'ESS à l'oeuvre | Ressources

■ SOBRIÉTÉ & ÉCONOMIE CIRCULAIRE | 32

Les enjeux | Chiffres clés | L'ESS à l'oeuvre | Ressources

■ SOBRIÉTÉ NUMÉRIQUE | 41

Les enjeux | Chiffres clés | L'ESS à l'oeuvre | Ressources

■ FINANCE ÉTHIQUE & SOLIDAIRE | 46

Les enjeux | Chiffres clés | L'ESS à l'oeuvre | Ressources

CONCLUSION

Il est temps de bifurquer ! | 52

RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES | 54



Un guide à l'attention de l'ensemble des entreprises occitanes

Pour une entreprise, engager sa transformation écologique permet de répondre aux enjeux de société et de garantir sa propre résilience face à la raréfaction des ressources et aux impacts directs de l'évolution du climat sur son activité.

Par ailleurs, cela permet d'anticiper les vulnérabilités et les risques pour sa structure, d'anticiper les impacts sur les clients/bénéficiaires, d'anticiper et de répondre aux évolutions réglementaires, de saisir les opportunités de développement, d'engager une démarche de sobriété pour mieux maîtriser ses coûts, de réaffirmer l'ancrage territorial de son projet, et enfin, de mobiliser en interne autour du défi de la bifurcation écologique.

Dans ce guide, la CRESS Occitanie montre, avec le soutien de la DREETS Occitanie, la place centrale que tient l'ESS dans l'expérimentation, la consolidation et l'essaimage de nouveaux modèles de production, distribution et consommation.

Ce guide est un outil pour l'ensemble des acteurs économiques d'Occitanie. Il a vocation à inspirer et accompagner les entreprises à engager leur transformation écologique, en s'appuyant sur les solutions proposées par les structures de l'ESS de la région. Il propose un panorama non exhaustif des initiatives ESS, en Occitanie, dans le domaine de la transition écologique.

Le guide se concentre sur certains secteurs économiques clés : la transition énergétique, l'agriculture et l'alimentation, la mobilité et les transports, l'industrie et le bâtiment, l'économie circulaire, le numérique et la finance.

Vers une bifurcation écologique des entreprises

Les constats scientifiques sont unanimes. Face à l'urgence du dérèglement climatique, à l'épuisement des ressources naturelles, et à l'érosion de la biodiversité, une augmentation sans précédent des efforts collectifs s'impose. Il est nécessaire d'accélérer la transformation écologique de la société.

L'ADEME, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, décrit dans son travail de prospective « Transition(s) 2050. Choisir maintenant. Agir pour le climat » quatre chemins cohérents et contrastés pour atteindre la neutralité carbone en France en 2050. Ces derniers permettent à la France d'atteindre la neutralité carbone sur le périmètre territorial en 2050 et de diminuer l'empreinte carbone. Néanmoins, ils comportent des paris humains et technologiques plus ou moins forts qui jouent sur leur possible réalisation.

Les 4 scénarios illustrent des chemins spécifiques visant à faire réfléchir décideurs et citoyens sur le modèle de société qu'ils souhaitent promouvoir pour atteindre la

neutralité carbone.

Une vision systémique des enjeux et des actions paraît alors indispensable : atténuer et s'adapter au changement climatique tout en redonnant une place centrale au vivant et à la ressource en eau, en anticipant les besoins en compétences pour répondre aux nouveaux métiers, en assurant la contribution citoyenne dans les prises de décisions, etc...

En Occitanie comme en France, le constat est identique. Les acteurs économiques doivent se mobiliser. La COP régionale, qui territorialise la planification écologique nationale, mobilise l'ensemble des échelons du territoire, les acteurs du monde économique, l'ensemble des organismes consulaires, les acteurs de la société civile. La COP a pour objectif de réduire les émissions des gaz à effet de serre (GES), de préserver la biodiversité et les ressources, et d'accompagner une transition écologique juste sur la région.

L'Économie Sociale et Solidaire

L'Économie Sociale et Solidaire, née il y a plusieurs siècles, est officiellement reconnue depuis la loi du 31 juillet 2014 et définie de la façon suivante : il s'agit d'un mode d'entreprendre et de développement économique adapté à tous les domaines de l'activité humaine.

Les entreprises de l'ESS remplissent les conditions suivantes :

- Un but poursuivi autre que le seul partage des bénéfices.
- Une gouvernance démocratique : 1 personne = 1 voix avec l'information et la participation des différentes parties prenantes.
- Une gestion responsable : les bénéfices sont majoritairement consacrés à l'objectif de maintien ou de développement de l'activité de l'entreprise.

L'ESS est composée des activités de production, de transformation, de distribution, d'échange et de consommation de biens ou de services exercées sous la forme d'associations, de coopératives, de fondations, de mutuelles et de sociétés commerciales recherchant une utilité sociale et qui, aux termes de leurs statuts, remplissent des conditions qui les apparentent aux autres entreprises de l'ESS.

L'ensemble des entreprises de l'ESS forment ainsi un champ économique à part entière relevant de la sphère privée et présentant des caractéristiques propres qui sont autant d'atouts dans la perspective d'un développement local solidaire et durable :

- Donnant la priorité au développement et à l'utilité sociale de leur activité, et non à la rémunération du capital, les entreprises de l'ESS ont une capacité accrue à se projeter à moyen/long terme. Il en résulte qu'elles sont souvent aussi en première

ligne pour répondre aux besoins des populations non ou mal couverts par le marché.

- Portées par des groupements de personnes ancrées dans leur territoire, elles créent des emplois non délocalisables et proposent des biens et services de proximité particulièrement adaptés aux besoins de leurs membres et des habitants. Elles permettent un maillage économique plus équilibré et dynamisent les territoires, notamment ruraux.
- Servant l'intérêt général et sociétal, elles se donnent pour objectif de lutter contre les exclusions et les

inégalités sociales, sanitaires, économiques et culturelles, d'éduquer à la citoyenneté, de favoriser l'accès au savoir et à la culture, de contribuer à la transition écologique et au développement durable des territoires, de promouvoir une production et des achats socialement responsables. La plupart d'entre elles entretiennent des relations fortes avec les pouvoirs publics et peuvent contribuer à la co construction des politiques locales.

Les entreprises de l'ESS, actrices majeures de la bifurcation écologique

Les limites planétaires nous contraignent à repenser les modèles de production et de consommation, et à nous interroger sur les liens d'interdépendance entre les activités humaines et les écosystèmes. Il est indispensable d'engager une bifurcation écologique systémique, et celle-ci est dès aujourd'hui largement portée par les entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire.

Il est intéressant de remarquer que les structures de l'ESS partagent des principes qui coïncident avec la bifurcation écologique¹ :

- Une économie du temps long : la bifurcation écologique nécessite d'aller au-delà des réflexes de court terme pour adopter une vision à long terme garantissant la durabilité des modèles d'entreprendre.
- Une économie du « faire ensemble » : la bifurcation écologique nécessite plus de sobriété, de partage, de mutualisation des ressources. Elle doit passer par un modèle démocratique, pour redonner du pouvoir d'agir aux citoyens.
- La notion d'intérêt général : engager une bifurcation écologique nécessite de transcender les intérêts individuels pour que les actions menées répondent à l'intérêt collectif et garantissent un monde vivable pour toutes et tous.
- La lucrativité limitée ou non-lucrativité : pour répondre aux enjeux environnementaux, il est nécessaire de sortir d'un modèle économique visant seulement l'enrichissement personnel, l'accaparement des ressources et la performance financière.
- Des opportunités d'innovation et de créativité : la bifurcation écologique est l'occasion de repenser les modèles de production et d'inventer de nouveaux modèles plus durables.
- Un ancrage territorial fort : le modèle doit répondre aux besoins spécifiques du territoire par des solutions adaptées.

¹crdla-transformation-ecologique.org/wp-content/uploads/2024/03/PPT_Mobilisation_VF.pdf

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Les enjeux



Le développement économique de nos sociétés résulte de l'accès à une énergie abondante reposant en très grande majorité sur des ressources d'énergies fossiles limitées et fortement émettrices de gaz à effet de serre (GES).

Il est aujourd'hui essentiel de concilier la sobriété et l'efficacité énergétique. Nous devons également transformer notre mix énergétique en privilégiant les énergies renouvelables qui, grâce à un développement ambitieux mais réaliste, peuvent remplacer progressivement les énergies fossiles.

Pour réduire les impacts des activités humaines sur l'environnement, l'ADEME préconise la décarbonation de notre économie, jusqu'à atteindre la neutralité carbone en 2050. Pour ce faire, l'ADEME estime que notre approvisionnement énergétique devra reposer à plus de 70% sur les énergies renouvelables. Année après année, ces dernières s'avèrent de plus en plus compétitives et favorisent le développement de nombreux emplois locaux non délocalisables.

L'Occitanie a pour ambition de devenir la première région à énergie positive à l'horizon 2050. Cela implique de diviser par deux la consommation d'énergie par habitant et de multiplier par trois la production d'énergies renouvelables. Plus de 45% de l'énergie consommée en Occitanie provient de sources renouvelables, la grande majorité provenant des sources hydroélectriques.

EN FRANCE

En 2022, les énergies renouvelables représentaient :

21% 
de la consommation finale d'énergie



85 000
emplois temps plein

Les lois TECV et Energie-Climat visent :

+33%
de consommation énergétique issue de sources renouvelables par rapport à 1990

-50%
de consommation énergétique par rapport à 2012

-40%
d'émission de GES

NEUTRALITÉ CARBONE

d'ici 2030

d'ici 2050

L'ESS, à l'œuvre

Sur toute la chaîne de valeurs, de nombreux acteurs de l'ESS agissent pour démocratiser et défendre la souveraineté de toutes et de tous sur la production d'énergie.

Ils favorisent la production et la consommation locale d'énergie dans une logique de long terme, avec une gouvernance locale et une volonté de tarification juste et solidaire, pour que la transition soit synonyme de développement des territoires.

Ces structures de l'ESS rendent accessibles au plus grand nombre les formes de production d'énergie renouvelable, notamment au travers de collectifs citoyens. Elles innovent dans les modalités de contractualisation et les possibles montages juridiques, permettant même à des structures locataires de pouvoir se lancer dans de tels projets.

■ PRODUCTION D'ÉNERGIE



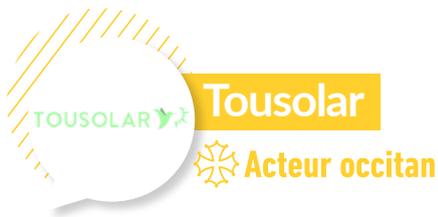
Nées en 2012 et 2015, les coopératives Enercoop d'Occitanie cherchent à proposer une alternative citoyenne au moment de l'ouverture à la concurrence des marchés de l'électricité. Elles proposent de nombreux services allant de l'accompagnement à la formation en passant par la fourniture et l'approvisionnement en électricité. Ces services sont également destinés aux entreprises avec notamment l'accompagnement de A à Z dans le montage du projet, la rédaction du cahier des charges, la sélection des installateurs jusqu'au suivi de chantier et la mise en service. Ces structures financent également le développement de projets d'énergie renouvelable sur les territoires et ont développé de nombreuses offres d'accompagnement auprès des entreprises et des collectivités sur leur stratégie énergétique.

enercoop.fr/nos-cooperatives/midi-pyrenees
enercoop.fr/nos-cooperatives/languedoc-roussillon



L'association ECLR Occitanie (Energies Citoyennes Locales et Renouvelables) accompagne les collectifs citoyens dans la conception, le développement et la gestion de leurs projets, en lien avec les collectivités territoriales locales. En prônant une démarche non spéculative et une gouvernance partagée, elle met au cœur des projets la dimension écologique. Plus de 70 collectifs citoyens sont accompagnés en Occitanie, et 66 coopératives sont en fonctionnement. Une carte des collectifs en activité est disponible en ligne parmi lesquels ICEA et Citoy'ENR sur le bassin toulousain. ECLR est membre au niveau national du Mouvement Energie Partagée qui fédère, accompagne et finance les projets citoyens de production d'énergie 100% renouvelable en France.

ec-lr.org/



Tousolar est une SCIC installatrice de centrales photovoltaïques en autoconsommation, la coopérative Tousolar accompagne dans la maîtrise d'œuvre les particuliers et les professionnels. Tout au long du projet, elle favorise le Made In France et le bas carbone à un prix juste. Les panneaux sont recyclables à 95% et l'ensemble du projet est réalisé par Tousolar sans intervention de prestataires extérieurs.

tousolar.com/



La coopérative Solar Coop propose un accompagnement individuel gratuit pour les projets d'installation photovoltaïque pour les particuliers. Elle identifie un conseiller pour établir une étude de faisabilité, mettre en relation le porteur de projet avec un installateur qualifié, puis accompagner la structure dans le suivi de sa production et l'optimisation de sa consommation.

solarcoop.fr/



La coopérative Citoy'enR a pour objectif de créer des moyens de production d'énergie renouvelable sur l'ensemble de l'aire urbaine toulousaine. Elle porte des projets de production d'électricité sur des bâtiments publics et privés.

citoyenr.org/

■ TRANSITION ÉNERGÉTIQUE SOLIDAIRE



Le fonds de dotation Énergie Solidaire a été fondé par Les Amis d'Enercoop en 2017. Energie Solidaire souhaite fédérer des communautés locales et renforcer la capacité des associations à réduire le nombre de ménages en situation de précarité énergétique, en soutenant financièrement des projets.

energie-solidaire.org/



L'association STOP Exclusion énergétique, réunit 60 organisations de la solidarité, des territoires, de l'écologie, de l'économie et de la recherche, publiques et privées, qui sont engagées dans la lutte contre la précarité énergétique. Elle œuvre à inscrire dans les politiques publiques et territoriales les solutions concrètes de transition énergétique pour les plus pauvres.

stopexclusionenergetique.org/

RESSOURCES

Le guide « Scénario Région à énergie positive » de la Région Occitanie et de l'ADEME (2019)

Ce document, fruit d'un travail collaboratif impliquant plus de 100 experts réunis dans le cadre de sept groupes de travail, présente la vision de l'avenir énergétique de la Région Occitanie/Pyrénées – Méditerranée en 2050.

laregion.fr/IMG/pdf/v2-repos_brochure-a4_dec2019.pdf

Les Agences Locales de l'Énergie et du Climat

Pour accompagner les entreprises et les particuliers dans leur transition énergétique, les Agences Locales de l'Énergie et du Climat proposent des analyses de consommations d'énergie et accompagnent à la mise en œuvre d'actions qui nécessitent peu d'investissement. En Occitanie, plusieurs ALEC sont actives sur le territoire avec notamment l'ALEDA, ALEC Quercy Energies, l'ALEC Soleval et l'ALEC de Montpellier.

federation-flame.org/carte-des-alec/

ADEME

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise des Énergies – ADEME - accompagne les professionnels vers la transition écologique. Le site « Agir pour la transition » présente l'offre de services de l'Agence au travers de guides, de programmes, de formations et d'outils d'accompagnement. Un espace est dédié à la production et à la distribution d'électricité renouvelable. L'ADEME propose également des aides financières aux porteurs de projet.

agirpoulatransition.ademe.fr/entreprises/secteurs/production-electricite

AVISE – ESS & Transition Énergétique

Pour concilier transition écologique et enjeux sociaux, l'Avise apporte, en partenariat avec l'ADEME, des clés de compréhension et d'action pour que les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire créent et développent des initiatives en faveur d'une transition énergétique solidaire.

avise.org/ressources/ess-et-transition-energetique

RTES – Économie Sociale et Solidaire et Transition Énergétique

La transition énergétique est un enjeu de résilience territoriale, mais également de justice sociale à travers la lutte contre la précarité énergétique. Les structures de l'ESS sont, aux côtés des collectivités territoriales, des partenaires clés pour engager la transition énergétique des territoires.

rtes.fr/system/files/inline-files/Fiche14_3.pdf



AGRICULTURE ET ALIMENTATION DURABLES

Les enjeux >> nationaux

Le système agricole et alimentaire actuel fait face à de nombreux défis environnementaux, sociaux et économiques. La transformation écologique du secteur doit ainsi répondre à différents enjeux, et permettre la sécurité et la souveraineté alimentaires :

- Biodiversité : favoriser des pratiques agricoles qui préservent le vivant (agroécologie, rotations culturales, etc.) ;
- Changement climatique : adapter les pratiques agricoles, réduire l'empreinte carbone ;
- Préservation des ressources naturelles : développer des pratiques de gestion durable des ressources en eau comme l'irrigation raisonnée, réduire l'utilisation des pesticides, préserver les sols ;
- Autonomie alimentaire : soutenir une agriculture locale et diversifiée ;
- Accès à une alimentation saine et durable : permettre l'accès à une à une alimentation saine, équilibrée et de qualité, tout en respectant l'environnement, à tous les citoyens, indépendamment du niveau de revenu.

Dans son travail autour des quatre scénarios pour atteindre la neutralité carbone en 2050, en France métropolitaine, l'ADEME montre que l'on ne peut pas considérer le régime alimentaire indépendamment des autres enjeux du vivant.

Les quatre scénarios montrent également que l'atteinte de la neutralité carbone ne peut pas se passer des puits naturels de CO₂ (plantes, sols) car leur potentiel est très important par rapport aux puits technologiques (captage et stockage du CO₂). L'adaptation des forêts et de l'agriculture devient donc absolument prioritaire pour lutter contre le changement climatique.

L'alimentation est l'un des enjeux majeurs mondiaux, avec le doublement prévu des besoins alimentaires à l'horizon 2050. Elle est à la croisée de multiples enjeux de santé et d'environnement, et est au cœur de nos pratiques sociales. Il est urgent de repenser les modèles actuels et d'orienter les financements vers la bifurcation écologique du secteur. La réussite de cette transformation nécessite des efforts à la fois politiques, économiques et sociétaux pour répondre aux défis de manière juste et solidaire.

>> régionaux

En Occitanie, l'agriculture et l'agroalimentaire représentent deux des principales sources d'emploi et de valeur ajoutée. Première région bio, l'Occitanie possède une agriculture très diversifiée : viticulture, élevage, fruits et légumes...

De nombreux défis sont à relever en termes d'impacts sur l'environnement et de dépendance aux écosystèmes dans un contexte de changement climatique dont la région subit plus particulièrement les effets ces dernières années. Dans le cadre de la COP Occitanie, différents axes stratégiques ont été identifiés :

- La diversification des productions agricoles (avec notamment l'augmentation de la surface de production de légumineuses);
- La promotion d'une consommation alimentaire de meilleure qualité (avec notamment l'atteinte des objectifs de la loi Egalim dans les établissements de restauration collective, et avec le développement des PAT sur tout le territoire);
- La réduction de l'utilisation d'intrants (vers l'agriculture biologique).
- La préservation du vivant (forêt, bois, eau, biodiversité)



EN FRANCE



50%

des agriculteurs partiront à la retraite dans les 10 prochaines années

100 à 200

fermes disparaissent chaque semaine, au profit de l'agrandissement des exploitations et d'une mécanisation grandissante



L'alimentation est responsable du quart de l'empreinte carbone



La surface agricole mobilisée pour nourrir un Français moyen passe du simple au quadruple entre un régime purement végétal et un régime très carné

EN OCCITANIE



région agricole de France en nombre d'exploitations



région agricole de France en surfaces cultivées



+ 3 800

agriculteurs occitans sont engagés dans des démarches collectives agroécologiques

60

projets alimentaires territoriaux (PAT) couvrent l'intégralité du territoire



L'ESS, à l'œuvre

La transition écologique juste du secteur agricole et alimentaire est largement dynamisée par les structures de l'Économie Sociale et Solidaire. Ces dernières expérimentent sur les territoires, proposent de nouveaux modèles économiques, et repensent localement le système agricole et alimentaire. L'ESS porte de nombreuses initiatives inspirantes, qui nécessitent des soutiens financiers et de l'accompagnement pour être essaimées.

■ MODÈLES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DURABLES



EDENN est un espace de coopération et d'expérimentation dédié à l'agriculture urbaine, à l'alimentation responsable et à l'économie circulaire à Toulouse. Le collectif regroupe 12 structures (associations, maraîchers, entreprises,...) qui partagent des bureaux, salles de réunion, hangars de stockage, serres, zones de maraîchage, plateforme de compostage. Le PTCE EDENN (pôle territorial de coopération économique) accompagne les habitants à consommer autrement, notamment via l'expérimentation d'une caisse locale d'alimentation.

edenn-toulouse.fr/



L'Ecopôle est un PTCE qui vise à favoriser les coopérations territoriales autour de la production agricole et des expérimentations pour la bifurcation agroécologique, et autour d'un système mutualisé de logistique et de commercialisation de proximité pour la restauration collective et les circuits d'alimentation solidaires. Il travaille également aux coopérations dans les métiers de l'agriculture et de l'alimentation durable et solidaire, et autour de l'accessibilité économique et culturelle à une alimentation durable pour tous. Il est structuré autour de trois sites de production à Toulouse.

ecopolealimentaire.fr/?page_id=53



Le PTCE Remendaires est un projet collaboratif piloté par trois structures du Gard : l'association Calade, l'association Pays Cévenol et le centre socioculturel Pierre Mendès France. Il est constitué de 25 acteurs publics et privés (centres sociaux, associations, entreprises, facultés ou écoles de commerce, intercommunalités) et a pour vocation de soutenir et de faire émerger des initiatives locales autour du réemploi/recyclage, de l'alimentation durable, de l'écoconstruction et des déchets verts.

banquedesterritoires.fr/les-remendaires-dynamisent-la-vie-leconomie-et-lemploi-local-30



Le réseau créé en 2021 a pour objectif de faire connaître les tiers-lieux du Comminges, de développer leur impact sur le territoire, de mutualiser les moyens et les connaissances individuelles, et d'accompagner les porteurs de projets de tiers-lieux. Le réseau porte un travail autour de l'alimentation durable.

facebook.com/p/R%C3%A9seau-des-tiers-lieux-du-Comminges-61551486387873/



Fédération régionale des CIVAM Occitanie

 Acteur occitan

La fédération associative d'éducation populaire FR CIVAM accompagne des projets collectifs en faveur d'une agriculture et d'une alimentation durables. La fédération régionale regroupe une vingtaine de fédérations départementales et groupes locaux d'agriculteurs et de ruraux d'Occitanie qui, par l'information, l'échange et la dynamique collective, innove sur les territoires. Elle met en réseau et représente les intérêts de ses adhérents en Occitanie, et porte aussi des actions en direct auxquelles elle associe ses membres sur le territoire régional.

civam-occitanie.fr/



ARDEAR

 Acteur occitan

L'ARDEAR Occitanie est l'association régionale de développement de l'emploi agricole et rural. Elle développe l'agriculture paysanne et de campagnes vivantes et agit en tant que fédération régionale en coordonnant et soutenant le travail des ADEAR et l'association Terres Vivantes qui accueillent et orientent les porteurs de projets agricoles et les cédants dans leur projet d'installation ou de transmission.

agriculturepaysanne.org/ARDEAR-Occitanie



Les Cuma

 Acteur occitan

Les Cuma sont des sociétés coopératives agricoles qui mutualisent l'utilisation de matériel et de main-d'œuvre pour les agriculteurs. La Fédération régionale des Cuma Occitanie appuie les Cuma dans leur développement.

occitanie.cuma.fr/



Vrac & Cocinas

 Acteur occitan

L'association Montpelliéraine Vrac & Cocinas accompagne le développement de groupements d'achat citoyens et solidaires de produits de qualité (biologiques, éthiques, locaux) dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Sa mission est de permettre aux habitants, ayant des revenus limités, d'accéder à une alimentation choisie et non contrainte, grâce à la vente des produits à prix coûtant et en vrac.

montpellier.vrac-asso.org/



TerraCoopa

 Acteur occitan

TerraCoopa est une entreprise coopérative commune basée à Montpellier qui mutualise des services et l'accompagnement au projet d'activité, dans les métiers de l'agriculture et de l'environnement. Elle propose un cadre juridique, une gestion comptable et administrative et un accompagnement individuel et collectif pour chaque porteur de projet. Elle permet aux entrepreneurs de sécuriser leur parcours du test d'activité jusqu'à la signature du contrat CDI le contrat cesa, avec les avantages du salariat. Elle adhère à la fédération des CAE (Coopérative d'Activité et d'Emploi).

terracoopa.com/presentation-de-terracoopa/





Le 100^e singe

 Acteur occitan

Le 100e Singe est un tiers-lieu agroécologique qui accueille et expérimente de nouvelles formes de travail : coopératives, collaboratives, avec du sens et de l'impact sur les grands enjeux de société. Il porte un espace-test agricole, dispositif d'incubation destiné à sécuriser les premières années d'installation des futurs agriculteurs pour démultiplier les installations agricoles agroécologiques viables. En parallèle, la coopérative Labo du Centième Singe transfère l'expertise technique de terrain auprès des acteurs institutionnels (collectivités) qui souhaitent accélérer les transitions sociétales et créer des projets à impact adaptés à leur territoire : tiers-lieux à dimension agricole ou alimentaire, réimplantation d'agriculteurs agroécologiques, régies agricoles...

le100esinge.com/



Terre de Liens

Le Mouvement Terre de Liens est constitué d'un réseau associatif actif dans toute la France, d'une entreprise d'investissement solidaire et d'une fondation reconnue d'utilité publique. Il travaille à la préservation des terres agricoles, accompagne la transmission de fermes et l'installation des paysans, mobilise les citoyens et les pouvoirs publics sur les problématiques agricoles et alimentaires.

terredeliens.org/



RENETA

RENETA, le Réseau National des Espaces-Test Agricoles a pour objet la promotion du test d'activité pour favoriser l'installation agricole. Les membres du RENETA sont des espaces-test agricoles, ainsi que quelques réseaux régionaux ou nationaux impliqués dans le test d'activité agricole. Les espaces-test agricoles impliquent des acteurs variés : associations de développement agricole et rural, associations d'éducation populaire, couveuses d'activité, coopératives d'activités, chambres d'agriculture, collectivités territoriales, parcs naturels régionaux, établissements d'enseignement agricole...

reneta.fr/index.php



L'UGESS

L'Union Nationale des Groupements des Épiceries Sociales et Solidaires défend auprès des pouvoirs publics et de la société civile une transformation en profondeur de la politique d'aide alimentaire vers un accès de tous et dans la dignité à une alimentation choisie, diversifiée et durable. Elle représente au niveau national les épiceries solidaires et groupements, et accompagne les expérimentations.

ugess.org/

■ PRODUCTION, TRANSFORMATION ET DISTRIBUTION ALIMENTAIRE



Terra Etica

Membre du réseau Vrac, la coopérative Terra Etica est un torréfacteur artisanal, pionnier de l'agriculture biologique et du commerce équitable en magasins. En partenariat avec Biocoop et TWOT, Terra Etica expérimente le transport de café à la voile à travers l'océan Atlantique.

terraetica.fr/



Le Réseau Cocagne

Le Réseau Cocagne est une association à but non lucratif, qui développe et anime le réseau des Jardins de Cocagne : des fermes à vocation d'insertion sociale et professionnelle certifiées « Agriculture Biologique ».

reseaucocagne.org/



La Table de Cana

Acteur occitan

La Table de Cana est une association qui propose des services de traiteur pour les événements professionnels et privés. Elle compte dix membres et forme le premier réseau de traiteurs-restaurateurs d'insertion en France. Elle est présente à Montpellier.

latabledecanamontpellier.fr/



Les Tabliers solidaires

Acteur occitan

L'association toulousaine les Tabliers solidaires est un traiteur non lucratif, engagé dans l'insertion professionnelle et la réduction de l'impact environnemental. Elle propose à des femmes éloignées de l'emploi de mettre à profit leurs compétences en cuisine et soutient les agriculteurs locaux en achetant leurs produits.

les-tabliers-solidaires.fr/



■ RÉDUCTION DES BIODÉCHETS



L'association Pro-portion promeut, autour de Toulouse, la réduction du gaspillage alimentaire par l'accompagnement de projets auprès des restaurations collectives et traditionnelles, par l'animation d'événements grand public, d'ateliers de sensibilisation et de formations.

pro-portion.fr/



L'association Miam'Up, offre des solutions concrètes et solidaires aux restaurations collectives publiques et privées de réduction du gaspillage alimentaire en lien avec les nouvelles réglementations (AGEC/EGALIM). Elle facilite l'approvisionnement des acteurs de la solidarité alimentaire via son service logistique de collectes et livraisons bas carbone de plats.

miamup.org/

■ ÉDUCATION ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT



L'association GRAINE Occitanie est un réseau régional d'éducation à l'environnement, organisme de formation certifié Qualiopi. Elle appuie les porteurs de projets d'éducation à l'environnement et au développement durable, leur met à disposition des « dispositifs pédagogiques » et des formations à l'animation.

graine-occitanie.org/



France Nature Environnement Occitanie Pyrénées est une fédération d'associations de protection de la nature, de l'environnement et du cadre de vie, qui visent à promouvoir les bonnes pratiques environnementales des citoyens, collectivités et entreprises de notre territoire, et à contrer les grands projets inutiles et les atteintes environnementales en les décryptant, les dénonçant et en faisant valoir le droit de l'environnement par la mobilisation citoyenne et/ou par des actions en justice. Elle porte des projets d'éducation à l'environnement, des actions en justice, et mobilise son expertise au sein du réseau.

fne-op.fr/



L'Union régionale des CPIE Occitanie, centres permanents d'initiatives pour l'environnement, regroupe 13 associations labellisées CPIE. Les CPIE mènent des actions d'éducation à l'environnement, d'accompagnement des territoires et d'animations scolaires pour répondre aux défis environnementaux.

urpie-occitanie.fr/

Zoom sur... 2 projets de caisses alimentaires



Territoires à Vivres

Acteur occitan

Le projet Territoires à Vivres émane d'un collectif « Accès digne à l'alimentation » qui rassemble les structures associatives Réseau Cocagne, Secours Catholique, VRAC, UGESS, Réseau CIVAM. Il couvre 4 territoires entre villes et campagnes (Métropole de Lyon, Métropole Aix-Marseille, Métropole Montpellier et Haute-Garonne-Toulouse). Il a pour objectifs de favoriser un accès digne à une alimentation de qualité pour tous, en particulier les plus vulnérables, et de créer avec eux, et avec les organisations agricoles et de l'ESS de nouveaux dispositifs économiques pour des filières solidaires et durables. Territoires à Vivres porte le projet de Caisse Alimentaire Commune de Montpellier.

tav-montpellier.xyz/?PagePrincipale



CAISSALIM Toulouse

Acteur occitan

La Caisse citoyenne d'alimentation de Toulouse s'inspire de la proposition politique de Sécurité sociale de l'alimentation. Elle vise à construire une capacité d'action des citoyens sur leur alimentation et sur les enjeux de transition écologique, à assurer un accès digne pour tous à une alimentation de qualité et choisie, et à soutenir les professionnels de l'alimentation engagés dans des pratiques durables pour la transformation des systèmes alimentaires.

caissalim-toulouse.org/

RESSOURCES

ESS France

ESS France ou Chambre Française de l'Economie Sociale et Solidaire est la voix de référence de l'ESS. Elle représente et porte les intérêts des entreprises et organisations de l'ESS et fédère les organisations nationales de l'ESS. ESS France met à disposition sur son site internet de nombreuses ressources pour accompagner les structures ESS du secteur agro-alimentaire.

- ess-france.org/developper-une-alimentation-circulaire-dans-les-territoires
- ess-france.org/note-d-opportunites-vers-un-systeme-alimentaire-promoteur-de-sante-le-role-structurant-de-l-ess

Cocolupa

Le Comité national de coordination de la lutte contre la précarité alimentaire est une instance créée par l'État en 2020 qui rassemble les divers types d'acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire. Depuis sa création, le Cocolupa a organisé deux cycles de travail pour l'évolution de l'aide alimentaire et la lutte contre la précarité alimentaire, donnant lieu à une publication.

solidarites.gouv.fr/sites/solidarite/files/2023-12/Cocolupa-Plan-action-transformation-aide-alimentaire.pdf

UGESS

L'Union des Groupements des Epiceries Sociales et Solidaires est une union d'acteurs engagés : des groupements d'épiceries à différents niveaux territoriaux ainsi que des épiceries sociales et solidaires qui s'engagent à signer et mettre en œuvre la charte nationale des épiceries sociales et solidaires. Elle a publié, en 2025, le guide « Les épiceries sociales et solidaires au sein des projets alimentaires territoriaux : se mobiliser pour faire avancer les enjeux de justice sociale ».

ugess.org/index.php/2025/01/09/publication-du-guide-les-epiceries-sociales-et-solidaires-au-sein-des-projets-alimentaires-territoriaux-se-mobiliser-pour-faire-avancer-les-enjeux-de-justice-sociale/

Terra Nova

Terra Nova est un think tank indépendant ayant pour but de produire et diffuser des solutions politiques innovantes en France et en Europe. En 2021, il a publié une étude intitulée « Vers une sécurité alimentaire durable : enjeux, initiatives, et principes directeurs ».

tnova.fr/societe/alimentation/vers-une-securite-alimentaire-durable-enjeux-initiatives-et-principes-directeurs/

ADEME

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise des Énergies – ADEME – accompagne les professionnels vers la transition écologique. Le site « Agir pour la transition » présente les services d'accompagnement des entreprises du secteur de l'agriculture et de la sylviculture.

agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/secteurs/agriculture-sylviculture





MOBILITÉ ET TRANSPORTS

Les enjeux >> nationaux

Le secteur de la mobilité et des transports est l'un des plus grands contributeurs aux émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment à travers les véhicules thermiques, l'aviation, le fret et le transport maritime.

La bifurcation écologique vise à réduire l'empreinte carbone du secteur, mais doit aussi prendre en compte l'impact environnemental plus large, tel que l'utilisation des ressources (matériaux pour batteries) et la gestion des déchets liés aux nouvelles technologies.

La bifurcation écologique dans ce secteur est un défi majeur, nécessitant une collaboration entre les acteurs publics et privés, ainsi qu'une adaptation des infrastructures, des technologies et des comportements. Elle implique aussi des politiques cohérentes à long terme pour garantir sa durabilité.

Quelques grands enjeux liés au secteur du transport :

- La réduction globale des émissions de gaz à effet de serre (GES) : développement des véhicules électriques et hybrides, passage à des énergies plus propres, amélioration de l'efficacité énergétique des véhicules et des infrastructures.
- La multimodalité et la dématérialisation : encourager la multimodalité en rendant les systèmes de transport plus interconnectés (train, vélo, transports en commun, voiture), optimiser les trajets pour réduire les distances parcourues et éviter les déplacements inutiles, développer des services numériques qui facilitent la gestion des

transports et encouragent des comportements plus durables (covoiturage, applications de transport en commun).

- La décarbonation du transport de marchandises : le secteur du fret est également un gros émetteur de CO₂. Le passage à des modes de transport moins polluants, tels que le fret ferroviaire, fluvial ou l'utilisation de camions électriques, est essentiel.
- Le renouvellement des infrastructures : extension du réseau de recharge pour les véhicules électriques, optimisation des infrastructures ferroviaires et soutien au développement du train...
- La transformation des comportements des usagers : encourager l'utilisation des transports en commun et du vélo en milieu urbain, promouvoir les pratiques de mobilité douce et partagée (covoiturage, autopartage), sensibiliser sur l'importance de la réduction des déplacements en voiture individuelle...
- Les inégalités d'accès à une mobilité durable : garantir l'accès à des solutions de transport durable dans les zones rurales ou moins desservies, mettre en place des politiques de soutien pour rendre les véhicules électriques et les transports publics plus accessibles financièrement.
- L'innovation technologique et le financement : soutien à la recherche et à l'innovation pour le développement de nouvelles solutions, alignement des politiques publiques et des financements sur les objectifs de décarbonation, avec des investissements publics et privés dans les infrastructures et technologies écologiques.

>> régionaux

En Occitanie, les émissions de GES liées au secteur du transport sont en augmentation entre 1990 et 2019. La décarbonation des transports est donc un enjeu majeur : l'objectif de réduction est de 4 967 ktCO₂e en 2030 par rapport à 2019.

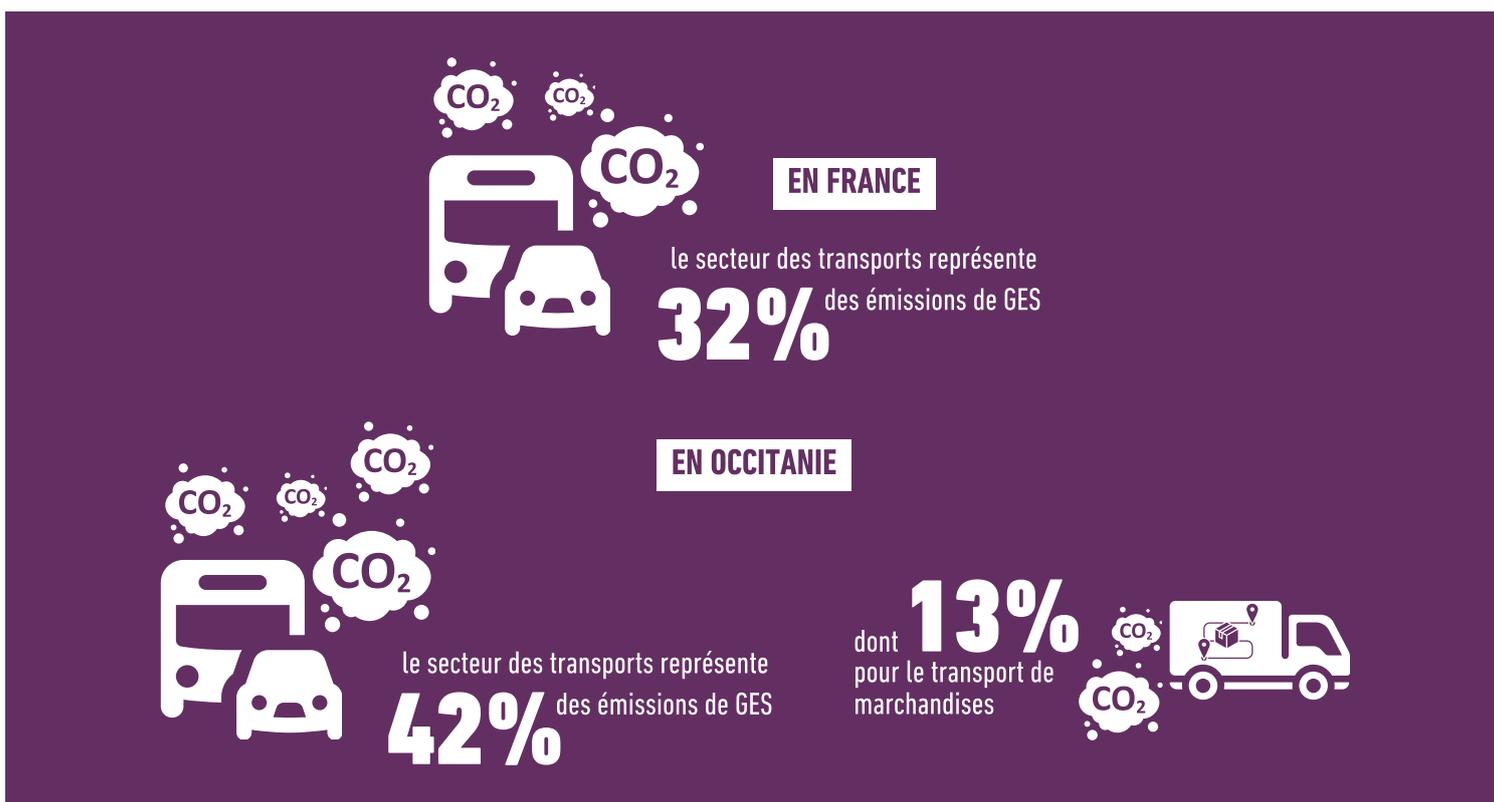
Les émissions en région sont essentiellement liées à une forte utilisation des véhicules thermiques pour les déplacements de voyageurs (voitures individuelles pour plus de 80 % des déplacements) et de marchandises (camions).

La COP régionale prévoit deux axes de travail stratégiques :

- Privilégier le développement du report modal et favoriser l'intermodalité;
- Accompagner la sobriété du parc de véhicules et sa décarbonation.

La COP régionale fixe plusieurs objectifs à horizon 2030 dont :

- Multiplier par 4 l'usage du vélo entre 2019 et 2030 pour atteindre 12 % des déplacements;
- Multiplier par 14 le nombre de véhicules électriques en circulation en Occitanie entre 2021 et 2030.



L'ESS, à l'œuvre

Les acteurs de l'ESS sont de véritables apporteurs de solutions en matière de décarbonation du secteur de la mobilité et des transports, aussi bien dans les territoires urbains que ruraux. Ils tiennent également compte des problématiques sociales, en proposant des solutions de mobilité inclusives.

L'ESS apporte aussi son expertise en matière de conseil et de sensibilisation des acteurs sur les enjeux de mobilité douce et solidaire.

■ SOLUTIONS DE MOBILITÉ



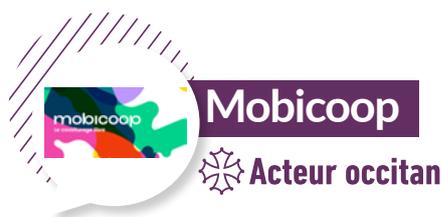
Citiz est un réseau regroupant 14 services locaux qui mettent en œuvre l'autopartage dans plus de 220 villes en France. Le réseau Citiz est composé d'entreprises parapubliques (SEM, SPL, régie) et de coopératives à but non lucratif. Le service d'autopartage permet de louer une voiture en libre-service de manière occasionnelle, à l'heure, à la journée ou plus. Ce service de proximité remplace ainsi la voiture personnelle dont on ne se sert pas tous les jours, ou le véhicule de société.

citiz.coop/



Calade est une association basée à Sommières qui répond aux besoins en mobilité ponctuels avec une solution de taxi solidaire. L'association possède deux véhicules, mis à disposition de bénévoles « chauffeurs ». Une participation financière symbolique est demandée aux passagers, en plus de l'adhésion à l'association.

calade.org/



Mobicoop est une société coopérative qui propose des solutions de mobilité partagée. Elle travaille avec des organismes privés et publics à la mise en place de services de covoiturage, d'autostop, de mobilité solidaire et d'autopartage entre particuliers. Elle propose du conseil au développement et de l'animation dans les territoires.

mobicoop.fr/



Sailcoop est une coopérative qui propose une offre de transport de passagers à la voile, en alternative aux vedettes à moteur, aux ferries et à l'avion.

sailcoop.fr/

■ SOLUTIONS DE LIVRAISON



Les Coursiers Montpelliérains est une coopérative qui offre des services de livraison à vélo, à Montpellier. Il est possible de commander une course d'un colis ou d'un objet via un formulaire en ligne.

coursiers-montpellier.fr/



AppliColis est une Société Coopérative d'intérêt Collectif (SCIC) qui intervient sur les domaines de la logistique urbaine, la livraison du dernier kilomètre, le transport écologique, la course à la demande et plus particulièrement sur la cyclo-logistique.

applicolis.com/

■ ALLONGEMENT DE LA DURÉE DE VIE DES VÉHICULES



Les Cycles-Re, est une association loi 1901, qui donne une seconde vie à des vélos destinés au rebut pour prolonger leur durée de vie. L'association propose un parcours qualifiant pour un public éloigné de l'emploi vers les métiers de l'industrie et de la mécanique vélo. Elle offre toute une gamme de vélos de ville re-fabriqués pour les particuliers. De la récupération à la conception, l'ensemble du processus de fabrication est réalisé à Toulouse.

lescycles-re.fr/



Garage pour Tous est un garage associatif automobile social et solidaire qui soutient les plus précaires, et répond aux problématiques de « mécanique sauvage » dans les quartiers nord de Toulouse.

garagepourtous.fr/

■ ACCOMPAGNEMENT ET SENSIBILISATION À LA MOBILITÉ DOUCE



L'association développe des projets visant à une augmentation significative des déplacements à vélo. Elle sensibilise, conseille et enseigne la pratique du vélo auprès des particuliers, scolaires, professionnels, et facilite la pratique du vélo en proposant des services adaptés aux cyclistes, dans un lieu dédié.

maisonduvelotoulouse.com/



L'association 2 Pieds 2 Roues est une association indépendante qui milite à Toulouse et son agglomération pour le développement du vélo au quotidien et pour le développement de la marche en ville.

2p2r.org/l-asso-10/



Iter est une coopérative d'expertises et de conseils en mobilités. Elle intervient sur les domaines suivants : planification de la mobilité (Plans mobilité), développement et contractualisation des transports collectifs, partage de la voirie et des espaces publics, aide à la mise en œuvre et au suivi des projets de mobilité.

itemet.org/



RESSOURCES

Mob'In

Le Réseau Mob'In, association loi 1901, fédère 12 fédérations Mob'In régionales. Les organisations adhérentes aux fédérations régionales sont également des structures associatives. Le réseau travaille à réduire les inégalités d'accès à la mobilité, en plaçant l'inclusion sociale et la transition écologique au cœur de ses missions. Il accompagne le développement de solutions, représente les acteurs en région, et sensibilise les acteurs économiques et publics. En Occitanie, le réseau Mob'In et l'AREC (Agence Régionale Energie Climat) pilotent le programme TIMS « Territoire Inclusion Mobilité & Sobriété ».

mobin-solutions.fr/

TIMS

TIMS est un programme qui vise à développer la mobilité durable et inclusive en France. L'objectif est de réaliser des économies d'énergie en encourageant des modes de mobilité plus sobres tout en permettant aux personnes en précarité-mobilité d'accéder aux services essentiels. Il est porté par le réseau Cler, une association qui rassemble près de 300 structures engagées pour la transition énergétique juste. Des ressources documentaires sont également mises à disposition sur le site internet.

mobilite-durable-inclusive.fr/le-programme-tims/

Cerema

Le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle conjointe du ministre de la Transition écologique et solidaire, et du ministre de la Cohésion des territoires. Il met à disposition un centre de ressources avec des études et expertises sur le secteur des transports et de la mobilité.

cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/general?boutique%5B0%5D=thematique%3A4895

ADEME

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise des Énergies – ADEME - accompagne les professionnels vers la bifurcation écologique. Le site **Agir pour la transition** présente l'offre de services de l'Agence au travers de guides, de programmes, de formations et d'outils d'accompagnement. Un espace est dédié au secteur du transport et de l'entreposage.

agirpoulatransition.ademe.fr/entreprises/secteurs/transport-entreposage

Livre Blanc : « Vélo et transport collectifs : des alliés pour la bifurcation »

Livre Blanc édité par la FNAUT (Fédération nationale des associations d'usagers des transports) et la FUB (Fédération française des usagers de la bicyclette).

fnaut.fr/uploads/2023/10/livre_blanc_velos_et_transports_collectifs.pdf



BÂTIMENT ET INDUSTRIE

Les enjeux >> nationaux

La transition écologique juste dans les secteurs du bâtiment et de l'industrie soulève plusieurs enjeux importants, tant au niveau environnemental, social, qu'économique.

Le secteur du bâtiment est responsable d'une part significative des émissions de gaz à effet de serre (GES), tant lors de la construction que de l'exploitation des bâtiments. Se posent alors les questions de la sobriété, de l'efficacité énergétique, de l'utilisation de matériaux durables et réemployés. De son côté, l'industrie, et notamment l'industrie lourde (sidérurgie, cimenterie, chimie), est fortement émettrice de GES. Ces deux secteurs participent par ailleurs directement à l'artificialisation des sols, et à l'épuisement des ressources naturelles épuisables.

Dans les 4 scénarios de l'ADEME pour atteindre la neutralité carbone, l'industrie doit se transformer pour s'adapter à une demande en grande mutation mais également pour décarboner sa production. Il est aujourd'hui admis que relocaliser l'industrie en France est vital pour notre économie et sa résilience. La bifurcation écologique de ces secteurs met ainsi sur le devant de la scène la question de la relocalisation de certaines filières de production. Les scénarios de l'ADEME proposent deux modèles possibles : celui basé sur l'économie circulaire privilégiant la qualité à la quantité, et celui quantitatif basé sur des procédés et énergies décarbonés. Dans tous les cas, ces transformations économiques devront s'accompagner de plans d'investissements de grande ampleur, et

de politiques publiques ambitieuses, notamment concernant l'aménagement du territoire.

Dans le secteur du bâtiment, limiter les impacts environnementaux signifierait une réhabilitation massive et efficace, mais également l'abandon du rêve de maison individuelle au profit d'un habitat collectif, la transformation des résidences secondaires en habitat principal ou encore la sobriété dans l'usage des équipements électriques et numériques. Se pose alors le défi de l'acceptation sociale. D'autres scénarios misent plutôt sur la technologie et la construction neuve. Quelle que soit la trajectoire choisie pour la bifurcation du secteur du bâtiment, celle-ci aura des conséquences sur le modèle industriel, puisque la consommation massive de ciment et d'acier augmente fortement les émissions de l'industrie.

Sur le volet social, des évolutions en matière d'emplois proposés par ces secteurs sont à anticiper, avec la création de nouveaux métiers (rénovation énergétique, gestion des déchets, écoconstruction et réemploi des matériaux du bâtiment...), qui nécessitent d'accompagner la reconversion des travailleurs par des formations.

Une bifurcation juste dans le secteur du bâtiment implique de rendre accessibles, pour tous, la rénovation énergétique et l'accès à des logements décents. Il s'agit d'éviter une précarisation supplémentaire, et ainsi l'accroissement des inégalités sociales.

>> régionaux

L'Occitanie compte 3,8 millions de logements, dont 2,9 millions de résidences principales et 284 800 bâtiments tertiaires privés chauffés. La forte croissance démographique de la région place la question du logement au centre des travaux de la COP Occitanie. Les parties prenantes ont fixé deux axes prioritaires pour la bifurcation écologique du secteur :

- Accompagner la sobriété, rénover les logements et les bâtiments tertiaires;
- Mettre en œuvre une stratégie foncière sobre et durable pour réduire la pression sur la biodiversité.

Ces axes sont complétés d'objectifs concrets, pour 2030 :

- Réduire de 60 % le nombre de passoires thermiques (F et G) en 2030 par rapport 2021;
- Réduire de 40 % la consommation énergétique du secteur tertiaire en 2030 par rapport à 2010;
- Diviser par 2 l'artificialisation nette des sols d'ici 2030.

Du côté du secteur de l'industrie, le plan d'action de la COP régionale repose sur 8 grands leviers :

décarbonation des sites industriels les plus émetteurs, financement des projets, gestion des ressources et besoins en énergie, mobilisation collective pour toucher les émetteurs diffus et mise en visibilité de l'offre régionale de solutions de décarbonation pour l'industrie.

Ces priorités s'accompagnent d'objectifs :

- Réduire de 40 % les émissions industrielles de gaz à effet de serre (scope 1) de ces 70 établissements industriels (hors cimenteries) entre 2019 et 2030;
- Réduire de 30 % les émissions industrielles de gaz à effet de serre (scope 1) du secteur diffus entre 2019 et 2030.

EN FRANCE



En cumulé, le secteur du bâtiment (résidentiel comme tertiaire) représente



50%

de la consommation d'énergie nationale



1/4

des émissions de GES

EN OCCITANIE



En cumulé, le secteur du bâtiment (résidentiel comme tertiaire) représente



44%

de la consommation d'énergie



21%

des émissions de GES



Le logement représente par ailleurs **30%** du budget des ménages



5 millions

de ménages sont touchés par la précarité énergétique



L'industrie représente encore

12%

des émissions régionales de GES, bien que ce soit l'un des secteurs régionaux les plus avancés dans sa décarbonation,

L'ESS, à l'œuvre

Si les structures de l'ESS se positionnent moins sur des activités industrielles, elles investissent tout de même certaines filières stratégiques dont le besoin est à la relocalisation. C'est le cas de la filière textile, autour de laquelle des acteurs portent des projets de production, transformation, collecte, tri, réemploi et recyclage.

La filière du bâtiment est largement investie par l'ESS, sur toute la chaîne, avec une réelle volonté de lier les enjeux environnementaux, économiques et sociaux du secteur. Les structures de l'ESS sont plus que proactives et amènent une dynamique de coopération sur les territoires, que ce soit pour des activités de construction durable, de rénovation ou de réemploi de mobiliers et de matériaux.

L'ESS est aussi pionnière en matière d'habitat durable, inclusif et collectif.

■ CONSTRUCTION DURABLE



L'association ÉCORCE, située en Ariège, a été créée en 2005 pour promouvoir l'écoconstruction, c'est-à-dire la création ou la rénovation d'un bâtiment en lui permettant de respecter au mieux l'environnement et l'humain. Elle est labellisée Ecocentre. C'est un lieu d'information, de démonstration, d'expérimentation et de formation concernant les techniques écologiques dans le domaine du bâtiment, de l'énergie, de l'eau et du paysage.

ecorce.org/



L'association Pierre et Terre, située dans le Gers, rassemble un Ecocentre et un Centre social. Elle propose des services de proximité en milieu rural, en faveur de la transition écologique sur les thèmes de l'eau et la nature, l'habitat écologique, la consommation responsable et l'économie sociale et familiale.

pierreetterre.org/



Régabat est une Coopérative d'Activité et d'Emploi spécialisée dans les métiers du bâtiment, dont la pose et l'entretien de chaudières Biomasse, plomberie, sanitaire, réseau de chauffage, et chauffe-eau solaire.

qualit-enr.org/entreprises/sa-scop-regabat/



■ RÉEMPLOI DU MOBILIER ET DES MATÉRIAUX DU BÂTIMENT



Remendaires

Acteur occitan

Le PTCE Remendaires est piloté par trois structures du Gard : l'association Calade, l'association Pays Cévenol et le centre socioculturel Pierre Mendès France. Il est constitué de 25 acteurs publics et privés et a pour vocation de soutenir et de faire émerger des initiatives locales autour du réemploi/recyclage, l'alimentation durable, l'écoconstruction et les déchets verts.

banquedesterritoires.fr/les-remendaires-dynamisent-la-vie-leconomie-et-lemploi-local-30



Pôle réemploi

Acteur occitan

Le PTCE Pôle Réemploi Occitanie vise à fédérer des entreprises locales intervenant dans le champ de l'économie circulaire, pour le mobilier et l'ameublement, afin de développer une offre de services complémentaires auprès des acteurs du secteur immobilier. Elle réunit des acteurs de l'Est Occitanie : Caprionis, Ecomatelas, Envie, SCOP3, Retouch'Up, Interlock.

cycl-op.org/initiative/h/pole-reemploi-occitanie-p-r-o.html



PTCE Premeo

Acteur occitan

Premeo réunit des professionnels de l'Est Occitanie (MAS réemploi, La Grande Conserve, Caprionis, Les Compagnons Bâtimeurs, Force, Récup & Découverte, Bat-Mat, Ressourcerie du Pont), pour promouvoir le réemploi de matériaux de construction. L'objectif est de professionnaliser la filière du réemploi du bâtiment.

premeo.fr/



La fabrique du réemploi

Acteur occitan

Située à Montpellier, La Fabrique du réemploi vise à sensibiliser, former et proposer des démonstrations de réemploi des matériaux de construction aux acteurs du bâtiment. Elle est portée par le collectif rassemblant MAS Réemploi, Caprionis, Cycles & Sources et Cert & Force.

envirobat-oc.fr/La-fabrique-du-Reemploi



PTCE ReTolosa

Acteur occitan

ReTolosa est un PTCE qui travaille au réemploi des matériaux dans le secteur du BTP à l'échelle de Toulouse Métropole et de sa région. L'association a pour objectifs le développement d'une plateforme opérationnelle pour fluidifier les flux de réemploi, centraliser les services associés (conseil, diagnostics, formation) et sensibiliser les acteurs du territoire à l'économie circulaire.

una-ingenierie.com/2023/11/22/retolosa/



Collectif CREM

Acteur occitan

Le collectif CREM, PTCE porté par la ressourcerie La Glanerie dans la région de Toulouse, vise à structurer une filière professionnelle locale du mobilier de réemploi. Il propose une offre globale en économie circulaire via des solutions pour la reprise, le reconditionnement, et la fourniture de mobilier pour des espaces professionnels. Il rassemble des menuisiers spécialisés dans le réemploi, des reconditionneurs de mobiliers, des professionnels de l'upcycling et des spécialistes de la formation.

la-glanerie.org/

■ RÉNOVATION DES BÂTIMENTS



REHAB

Acteur occitan

La SCIC REHAB est une coopérative dédiée à l'accompagnement des ménages dans leurs projets de rénovation énergétique, offrant un interlocuteur unique pour la rénovation d'un logement. Elle favorise la coopération entre acteurs publics et privés pour promouvoir la bifurcation énergétique sur le territoire de l'Albigeois et des Bastides.

rehab81.fr/



**Les Compagnons
Bâisseurs Occitanie**

Acteur occitan

L'association Les Compagnons Bâisseurs accompagnent des personnes en difficulté dans l'amélioration de leur habitat. En partenariat avec les acteurs locaux (collectivités locales, représentants locaux de l'Etat, bailleurs sociaux, Caisses d'allocations familiales, travailleurs sociaux, associations et fondations), l'association accompagne les habitants dans leur projet d'auto-réhabilitation. Elle propose des visites guidées, des animations collectives, des prêts d'outils, et des chantiers solidaires, de façon itinérante via un Bricobus. L'association fait partie du Mouvement national des Compagnons Bâisseurs.

compagnonsbâisseurs.eu/occitanie

■ INDUSTRIE TEXTILE



VirgoCoop

Acteur occitan

Virgocoop est une coopérative qui vise à relancer localement des filières textiles écologiques et éthiques, du champ jusqu'au tissu, en Occitanie. Elle développe la production de fibres écologiques locales (chanvre et laine), fait transformer ces fibres en fils par des partenaires français et européens, et fabrique localement du tissu. Elle est membre de Recycl'Occ Textile, et porte un PTCE sur la filière textile.

virgocoop.fr/

■ INDUSTRIE MÉCANIQUE



PDCA 34

Acteur occitan

PDCA 34 est une société commerciale de l'ESS et entreprise adaptée, qui assure le montage mécanique, le câblage électronique, et qui offre une assistance hotline pour les serrures connectées. Son offre de service est dédiée aux PME et aux collectivités de l'Hérault.

pdca34.fr/

RESSOURCES

Envirobot Acteur occitan

Envirobot est une association professionnelle régionale qui anime un réseau d'acteurs ainsi qu'un centre de ressources bâtiments et aménagements durables en Occitanie. Elle accompagne la bifurcation écologique et énergétique des filières de la construction et de l'aménagement par la mobilisation et l'information des acteurs professionnels.

envirobat-oc.fr/

Pôle Eco-Conception

Le Pôle Eco-Conception est une association d'industriels, centre national sur l'éco-conception et la performance par le cycle de vie. Créé en 2008, il a pour vocation de soutenir le développement de mode de consommation et de production durables. Il accompagne les organisations afin de créer de la valeur par la pensée en cycle de vie tout en diminuant les impacts environnementaux.

eco-conception.fr/

SYN'OCC

SYN'OCC est le réseau des acteurs de l'écologie industrielle et territoriale en région Occitanie. Créé en 2018 sous l'impulsion de l'ADEME et de la Région Occitanie, il fournit de nombreuses ressources aux acteurs économiques.

cycl-op.org/project/h/syn-occ.html

Cellule Economique Régionale de la Construction Occitanie (CERC Occitanie)

La CERC Occitanie joue le rôle d'observatoire économique de la construction. Elle a vocation à rassembler les acteurs de l'acte de construire, les collectivités territoriales et l'État et apporter des outils de connaissance du secteur sur les territoires de l'Occitanie afin d'éclairer et d'alimenter le débat, les échanges.

cercoccitanie.fr/qui-sommes-nous/

OCA Bâtiment

L'OCA Bâtiment a été créé par les éco-organismes agréés par les pouvoirs publics pour la gestion des déchets PMCB, afin de coordonner les travaux entre les éco-organismes de la filière (Ecomaison, Valdelia, Valobat, Ecominero). Il propose des ressources aux acteurs de la filière.

oca-batiment.org/ressources/

ADEME

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise des Énergies – ADEME - accompagne les professionnels vers la transition écologique. Le site « Agir pour la transition » présente l'offre de services de l'Agence au travers de guides, de programmes, de formations et d'outils d'accompagnement. Un espace est dédié au secteur de l'industrie manufacturière, et un autre est dédié au secteur de la construction et du bâtiment. L'agence a également publié un document synthétisant les dispositifs de décarbonation de l'industrie Occitanie : « Occitanie : Synthèse des dispositifs de décarbonation de l'industrie - La librairie ADEME »

- agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/secteurs
- librairie.ademe.fr/energies/6711-occitanie-synthese-des-dispositifs-de-decarbonation-de-l-industrie.html



SOBRIÉTÉ ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Les enjeux >> nationaux

Les ressources naturelles disponibles sur Terre sont finies et leur exploitation excessive met en péril la stabilité économique et climatique à long terme. L'économie circulaire, qui cherche à remplacer l'économie linéaire (extraire, produire, consommer, jeter), doit être un des piliers de la bifurcation vers une société plus durable. Elle est essentielle pour limiter notre consommation de ressources naturelles, puisqu'elle permet de prolonger la durée de vie des produits, de favoriser la réparation, le réemploi, la réutilisation, et le recyclage.

Néanmoins, une économie circulaire ne permettra pas de maintenir un niveau de consommation élevé des ressources. En effet, les matériaux ne peuvent pas être réemployés et recyclés de manière infinie ou de façon parfaitement efficace, et les coûts de recyclage peuvent être élevés en termes d'énergie et de ressources.

Pour éviter les conséquences dramatiques de la finitude des ressources, il est indispensable de réduire la consommation à l'échelle globale. L'économie circulaire doit être couplée à une politique de réduction de la consommation, et donc de sobriété.

La bifurcation vers l'économie circulaire implique :

- La réduction de la consommation de ressources : sobriété, réduction de la dépendance aux ressources non renouvelables, gestion de la consommation de ressources rares et critiques ;
- L'évolution des modèles économiques et industriels : bifurcation des entreprises vers des

modèles circulaires, création de nouvelles filières économiques ;

- De l'innovation et de l'éco-conception : conception de produits durables, innovations technologiques pour le recyclage et la valorisation matière ;
- La réduction des déchets : optimisation de la gestion des déchets (réparation, réemploi, réutilisation), lutte contre l'obsolescence programmée ;
- L'évolution du comportement des consommateurs : éducation et sensibilisation ;
- L'évolution des politiques publiques : réglementation, incitations fiscales et économiques ;
- Le développement de l'économie locale et de l'emploi : circuits-courts, création d'emplois et de nouveaux métiers. L'économie circulaire repose sur une transformation profonde des modes de production et de consommation. Elle offre de réelles opportunités pour améliorer la gestion des ressources, réduire les déchets, et créer des emplois locaux.

Toutefois, ce processus de bifurcation nécessite une collaboration à tous les niveaux pour surmonter les défis économiques, technologiques et culturels qui se posent.

>> régionaux

En Occitanie, dans le cadre de la planification écologique, la Région a élaboré un Plan régional en faveur de l'Économie Circulaire, le PRAEC, qui vise à favoriser la prévention et la gestion des déchets dans une logique d'économie circulaire, en impliquant la collectivité régionale et les acteurs du territoire. La Région Occitanie a également approuvé un Plan Plastique visant le « zéro déchet plastique enfoui en 2030 ». Celui-ci s'inscrit dans le Pacte Vert Occitanie, un guide d'actions pour accélérer la transition écologique tout en construisant un modèle juste et solidaire.

EN FRANCE

11,9



tonnes de matières
sont utilisées par
français pour
produire les biens
et services qu'il
consomme par an



Le taux d'incorporation
moyen de Matières
Premières Recyclées
(MPR) dans l'industrie
française est de

52%



seulement
1/4 1/2
de l'énergie de l'eau
utilisées lors du recyclage
des contenants en verre
seraient nécessaires à leur
lavage et réutilisation via
un système de consignes
selon l'ADEME

EN OCCITANIE

80
millions



de tonnes de
matières alimentent
chaque année le
système économique
régional



25 000

personnes ont un emploi
dans les secteurs
d'activité favorisant
l'allongement de la durée
d'usage des produits



57%

de valorisation des
déchets ménagers et
assimilés à l'horizon
2031, c'est l'objectif fixé
par le SRADDET en
Occitanie

L'ESS, à l'œuvre

Les structures de l'ESS sont historiquement nombreuses à agir dans le secteur de la gestion des déchets. Avant même les évolutions réglementaires récentes (loi AGEC notamment), l'ESS s'est saisi de la problématique de l'allongement de la durée d'usage des produits. Aujourd'hui, l'ESS porte et contribue largement à la structuration de nombreuses filières de réemploi, avec un prisme solidaire. Elle innove, propose de nouveaux modèles économiques, fait naître des coopérations et de la mutualisation localement, pour répondre aux enjeux de sobriété.

■ RÉEMPLOI DES MATÉRIAUX



DCR – Dépose Collecte Réemploi – est un regroupement de structures engagées dans la transition écologique et sociale, spécialisées dans la dépose, la collecte, et le réemploi de matériaux et équipements : Les Rudovaloristes, ENVOI et Sobra BTP. L'association les Rudovaloristes propose son expertise qui s'étend du tri sélectif, au réemploi du mobilier commercial et à la valorisation des mobiliers. L'entreprise d'insertion ENVOI donne une seconde vie aux équipements numériques. SOBRA BTP est une entreprise d'insertion qui prend en charge le réemploi des éléments du bâti (fenêtres, portes et autres éléments structurels).

lesrudovaloristes.fr/pages/notre-atelier



Diverses structures du Mouvement Emmaüs, qui travaillent pour l'inclusion et l'insertion des publics exclus, proposent des activités d'économie circulaire. La communauté Emmaüs de Montpellier, accueille, de façon inconditionnelle, des compagnes et compagnons, en situation d'exclusion sociale. Les personnes accueillies sont logées et accompagnées vers la réinsertion sociale. L'association donne une seconde vie aux objets collectés. C'est également le cas des différentes associations Emmaüs 31.

emmaus-france.org/



Merci René est une coopérative qui propose des services d'aménagement d'espaces de vie et de travail avec des solutions issues de l'économie circulaire et locale. Basée à Toulouse et à Lyon, elle intervient partout en France.

merci-rene.com/



FLARR est une société commerciale de l'ESS située en Haute-Garonne. Elle produit, dans son atelier de design et de fabrication, des mobiliers d'agencements à partir de matériaux réemployés et des produits biosourcés.

flarr.fr/



Le réseau Envie rassemble des entreprises d'insertion par l'activité économique, dont les activités sont tournées vers l'économie circulaire : collecte, tri et réemploi de matériels informatiques et d'électroménagers.

envie.org/decouvrir-envie



Le PTCE situé à Toulouse regroupe plus d'une dizaine de structures de l'ESS qui travaillent autour des thématiques de l'économie circulaire (activité de réemploi autour du bois, des vélos, des matériaux du BTP), de la mobilité douce et de la culture. Le Pôle ESS est agréé Atelier Chantier d'Insertion.

cycl-op.org/company/h/pole-ess-des-herbes-folles.html



L'association Youzoo collecte, répare, désinfecte et redistribue sous forme de prêt, location, revente du matériel médical réemployé. L'objectif est de faciliter l'accès au matériel médical aux enfants en situation de handicap, autour de Toulouse.

helloasso.com/associations/youzoo

■ RÉEMPLOI DES EMBALLAGES



La coopérative Consign'Up travaille à impulser le retour de la consigne à Toulouse et en Occitanie. Elle développe une filière locale de réemploi des bouteilles en verre grâce à la coopération entre les différents acteurs du territoire. Consign'Up participe également à la promotion d'une consommation locale et responsable. L'ambition de la SCIC est de permettre le recours au réemploi des emballages en impliquant tous les acteurs de la filière : consommateurs, producteurs, distributeurs, entreprises et collectivités.

consignup.org/



Oc'Consigne est une SCOP qui fédère les acteurs de la filière des emballages en verre pour réintroduire la pratique du réemploi dans l'Est de l'Occitanie. Elle sensibilise les consommateurs et mobilise les professionnels (vignerons, brasseurs, producteurs de jus de fruits...) pour concevoir des emballages et étiquettes à colle hydrosoluble adaptés au réemploi des emballages en verre. Elle développe avec ses partenaires et les distributeurs un modèle de collecte volontaire ou avec consigne. Elle offre également une prestation de service de lavage avec revente des emballages lavés en utilisant des sources d'énergie renouvelable.

oc-consigne.fr/



L'association Réseau Vrac et Réemploi est le réseau national des entreprises du réemploi des emballages et de la vente en vrac. Il vise à développer la filière industrielle du réemploi des emballages en France.

reseauvracetreemploi.org/

■ VALORISATION DES DÉCHETS ALIMENTAIRES



Les Alchimistes Occiterra, entreprise ESUS, propose, aux collectivités et entreprises, des solutions de valorisation des déchets alimentaires en compost pour nourrir les sols localement. Elle fait partie du mouvement national Les Alchimistes.

alchimistes.co/biodechets-compost-toulouse-occiterra/



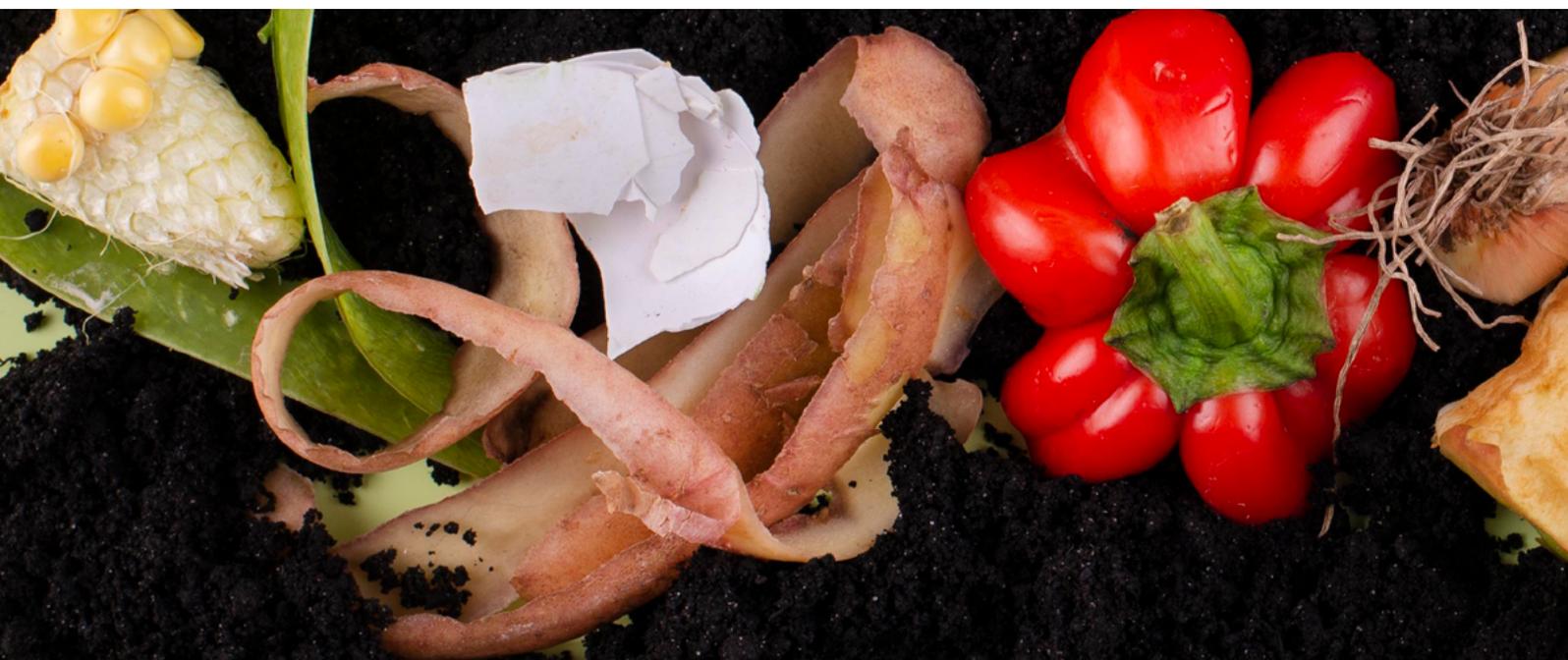
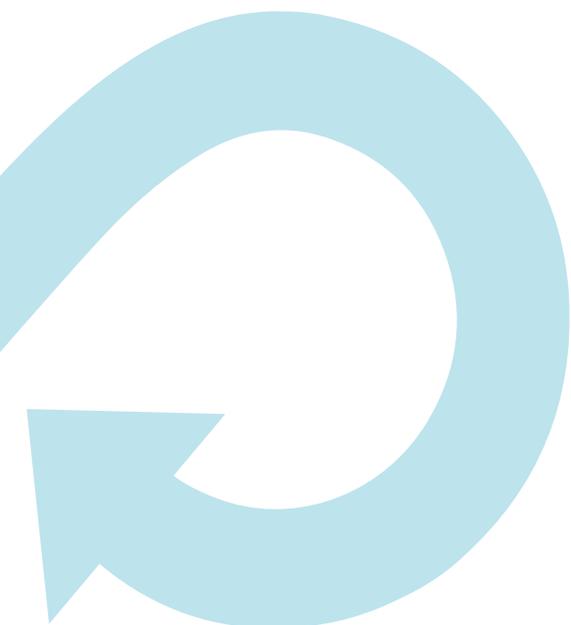
Hector le Collector est une entreprise de l'ESS qui propose aux restaurants, hôtels, commerces et entreprises, de collecter et de valoriser les déchets alimentaires en énergie. Elle est basée à Toulouse, Paris et Montpellier.

hectorlecollector.fr/



L'association Humus & associés promeut et développe le compostage de proximité en Haute-Garonne. Elle accompagne les collectivités, les entreprises, les citoyens dans la mise en œuvre de solutions de valorisation de leurs déchets organiques.

humusetassocies.org/



■ CONSEIL ET SENSIBILISATION



L'association Zero Waste Toulouse a pour objectif de promouvoir la démarche zéro déchet zéro gaspillage sur le territoire toulousain. Zero Waste Toulouse appartient au réseau national animé par l'association Zero Waste France, qui compte plus de 120 groupes locaux en France métropolitaine et dans les territoires d'Outre-mer.

zerowastetoulouse.org/



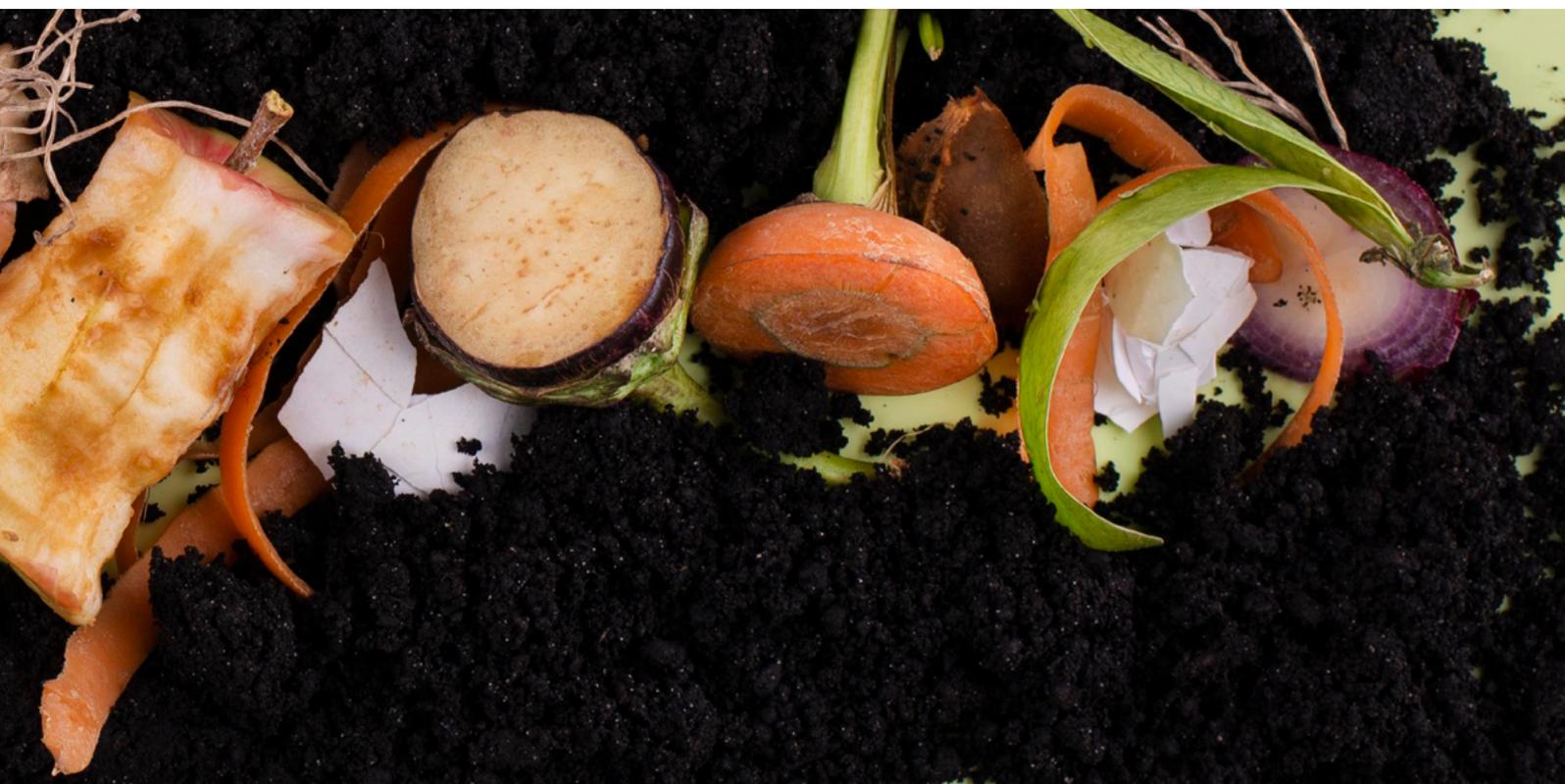
GreenBuro est une SCOP toulousaine qui apporte, aux collectivités, administrations et entreprises, des solutions de conseil en gestion des déchets papiers et cartons, et qui propose des prestations de collecte, tri et valorisation des déchets, de reporting et de traçabilité. Elle intervient aussi pour la sensibilisation des salariés en entreprise.

greenburo.fr/



La coopérative Montpelliéraine Compostons forme et sensibilise les collectivités et entreprises à éviter la production de déchets organiques, à les valoriser et à les transformer en ressources, au bénéfice du vivant, des usagers et des territoires.

compostons.org/



Zoom

sur...

les têtes de réseau régionales



Réseau National des
**Ressourceries
& Recycleries**
www.rnrr.org

Réseau des Ressourceries et Recycleries d'Occitanie

 Acteur occitan

L'association regroupe les ressourceries et recycleries de la Région Occitanie adhérentes au Réseau national des ressourceries et recycleries. Elle favorise la coopération entre les structures, leur montée en compétences, assure le lien auprès des partenaires régionaux, et apporte un soutien pour le développement de nouveaux projets.

rrroc.org/



Réseau
Compost
Citoyen



Réseaux Compost Citoyens

Les Réseaux Compost Citoyens accompagnent les productrices et producteurs de matières organiques (restes alimentaires et des espaces verts) à la réduction et à la valorisation locale de leurs déchets. En Occitanie, le réseau fédère les actrices et les acteurs de la prévention et gestion de proximité des biodéchets, pour structurer la filière du compost via la mutualisation d'outils, la diffusion d'information et la formation professionnelle.

occitanie.reseaucompost.org/



LA ROSÉE
LE RÉSEAU
DES TIERS-LIEUX
D'OCCITANIE

La Rosée

L'association La Rosée est le réseau des tiers-lieux d'Occitanie. Il accompagne les tiers-lieux existants et en construction dans leur développement, leur professionnalisation et leur émergence.

tierslieuxoccitanie.com/



RECYCL'OCC
TEXTILE

PTCE Recycl'Occ

Le PTCE Recycl'Occ Textile est une association qui œuvre pour une économie textile circulaire en Occitanie. Elle travaille au développement du recyclage textile, anime le réseau des acteurs régionaux, contribue à développer les compétences, et accompagne le développement de porteurs de projets sur la filière textile.

recyclocc-textile.fr/



EXO
TERRES EFC
OCCITANIE

Terres EFC Occitanie

Terres EFC Occitanie est une association qui regroupe des acteurs économiques de la région engagés dans de nouveaux modèles économiques notamment celui de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération. Elle a pour objectifs de déployer de nouvelles formes d'organisation et de production répondant aux limites économiques, sociales et environnementales, dans une perspective de développement durable.

terres-efc-occitanie.com/



RES'
OCC

RES'OCC

RES'OCC, réseau des achats responsables en Occitanie, est porté par l'association SYNETHIC. Le réseau appuie la montée en compétences des acheteurs publics par l'animation de groupes de travail thématiques, des opérations collectives et l'animation du guichet vert.

synethic.fr/resocc



Zoom sur... les filières REP

En France, la fin de vie des produits est gérée par le système des filières à Responsabilité Elargie des Producteurs (REP). Ce système impose aux producteurs d'assumer la gestion des déchets générés par leurs produits. Il a pour objectif de réduire l'impact environnemental des produits tout au long de leur cycle de vie, d'encourager le réemploi, de permettre la dépollution, et le recyclage. Les producteurs sont ainsi responsables de financer ou de mettre en place des dispositifs pour gérer la fin de vie des produits après leur consommation, pour assurer l'allongement de la durée de vie de ces produits, le recyclage et la valorisation matière ou énergétique.

Les entreprises concernées par les filières REP sont contraintes de contribuer à un éco-organisme ou de mettre en place un système individuel de gestion de la fin de vie des produits. Les éco-organismes jouent un rôle clé dans ces filières en coordonnant les opérations de collecte, réemploi, recyclage et valorisation des produits en fin de vie.

Ce sont des organisations agréées par l'Etat pour soutenir les filières REP, en sensibilisant les producteurs et en respectant les obligations environnementales. Les éco-organismes sont créés par les producteurs d'un produit donné et sont financés par ces mêmes producteurs.

Il existe aujourd'hui 20 filières REP. Celles-ci sont coordonnées par différents éco-organismes :

- Articles de bricolage et de jardin : EcoDDS, Ecologic, Ecomaison, Valobat
- Articles de sport et de loisirs : Ecologic
- Bateaux de plaisance et de sport : APER
- Dispositifs médicaux perforants des patients en auto-traitement : DASTRI
- Eléments d'ameublement : Ecomaison, Valdelia, Valobat
- Equipements électriques et électroniques : Ecologic, Ecosystem
- Emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique : Adelphe, Citeo, Leko
- Emballages professionnels : Citeo
- Jouets : Ecomaison
- Huiles lubrifiantes : Cyclevia
- Médicaments non utilisés : Cyclamed
- Piles et accumulateurs portables : Corepile, Batribox
- Produits chimiques : EcoDDS, ECOPAE, Pyreo
- Produits ou matériaux de construction du secteur du bâtiment : Ecominero, Valobat, Ecomaison, Valdelia
- Pneumatiques : Aliapur, GIE FRP, Tyval
- Produits du tabac : Alcome
- Textiles d'habillement, linge de maison et chaussure : Refashion
- Véhicules (voitures particulières, camionnettes) : Recycler mon véhicule

RESSOURCES

Cycl'Op

Cycl'op est la plateforme des acteurs de l'économie circulaire en Occitanie, initiée par la Région Occitanie. Elle présente les grands réseaux et acteurs de la région, les actualités, événements, et propose de nombreuses ressources autour de l'économie circulaire.

cycl-op.org/

ORDECO

L'Observatoire Régional des Déchets et de l'Economie Circulaire en Occitanie, ORDECO, est une association occitane qui a pour mission d'améliorer la gestion des déchets et de faciliter l'économie circulaire sur la région. Elle réalise des études pour mieux connaître et suivre les déchets produits en Occitanie, propose des solutions de gestion et favorise la diffusion d'information. De nombreuses ressources sont disponibles dans la médiathèque de leur site internet.

ordeco.org/mediatheque

Circe.Med

Le Circe.Med est le réseau méditerranéen de l'économie circulaire. Il promeut une transition écologique vers une économie décarbonée et circulaire tout en améliorant les conditions de vie des populations. Le réseau partage diverses publications pour accompagner les territoires vers l'adaptation au changement climatique et vers une économie circulaire

circemed.org/library/

Circulades

Le Défi Clé Circulades est un consortium de recherche né de l'initiative des chercheurs et soutenu par la Région Occitanie dans le cadre de son programme Défis Clés Occitanie.

circulades.univ-toulouse.fr/economie-circulaire/

Observatoire national du réemploi et de la réutilisation

L'Observatoire national du réemploi et de la réutilisation, confié à l'ADEME, a vocation à être un lieu de partage et de capitalisation des connaissances, mais aussi un lieu d'expertise et d'aide à la décision en matière de réemploi et de réutilisation.

filieres-rep.ademe.fr/observatoire-reemploi-reutilisation/presentation

CIRIDD

Le Centre International de Ressources et d'Innovation pour le Développement Durable (CIRIDD), est une association loi 1901 qui a pour finalité de contribuer à l'émergence de nouveaux modèles de société, plus respectueux du vivant. Il propose des publications variées autour de l'économie circulaire et de la sobriété.

ciridd.org/library/

SOBRIÉTÉ NUMÉRIQUE

Les enjeux



Le numérique et le développement des technologies jouent un rôle de plus en plus central dans nos sociétés. Au sein des organisations, des questions de transformation numérique se posent.

En parallèle, les impacts environnementaux et sociétaux du numérique sont des enjeux contemporains majeurs : consommation d'énergie, extraction et consommation de ressources, gestion de la fin de vie des produits, traitement des données et de l'information, éducation et sensibilisation...

Selon le Shift Project, si le numérique est un levier de développement économique et social, la transition numérique est incontournable pour l'ensemble des pays et des entreprises.

La transition numérique est souvent considérée comme un moyen de réduire la consommation d'énergie dans différents secteurs. Pourtant, les impacts environnementaux directs et indirects, appelés « effets rebond », liés aux usages croissants du numérique sont systématiquement sous-estimés.

En effet, la transition numérique capte des ressources nécessaires à la transition énergétique (électricité, métaux rares, métaux critiques indispensables aux technologies énergétiques bas-carbone...), alors que des facteurs physiques, géopolitiques et économiques commencent déjà à limiter leur disponibilité.

La consommation d'énergie du numérique est aujourd'hui en hausse de 9 % par an. Il serait possible

de la ramener à 1,5 % par an en adoptant comme principe d'action la « Sobriété numérique ».

Selon le Shift Project, la transition numérique telle qu'elle est actuellement mise en œuvre participe au dérèglement climatique plus qu'elle n'aide à le prévenir. Il est donc urgent d'agir, pour aller vers une sobriété numérique.

« La sobriété numérique consiste à réduire les usages énergivores superflus, acheter les équipements les moins puissants possibles et les changer le moins souvent possible. C'est une approche au plus juste, qui est aussi source d'efficacité énergétique, humaine, financière, pour les organisations. »

EN FRANCE



L'empreinte énergétique directe du numérique est en hausse de

9% par an

Elle inclut l'énergie de fabrication et d'utilisation des équipements (serveurs, réseaux, terminaux)



Depuis 2013, la part du numérique dans les émissions de gaz à effet de serre a été multipliée par

x2



CO₂

L'ESS, à l'œuvre

Les acteurs de l'ESS, comme l'ensemble des organisations, sont concernés par la bifurcation numérique. Ils tiennent compte des problématiques sociales et environnementales qu'elle génère, et se positionnent comme apporteurs de solutions. Aux différentes étapes de la chaîne, ce sont de véritables moteurs de la sobriété numérique.

■ INCLUSION NUMÉRIQUE



Coll.in

Acteur occitan

L'association Coll.in (COLlectif pour l'Inclusion Numérique) fédère depuis 2019, de nombreuses structures et acteurs de l'inclusion numérique et sociale en Occitanie. Coll.in lutte contre toutes formes d'exclusion et de discrimination ayant pour cause le développement de l'usage du numérique et des e-services. Ses membres proposent de l'accompagnement et de la formation aux acteurs de l'inclusion numérique, ainsi que des outils et ressources.

coll-in.org/



OrdiSol

Acteur occitan

Ordi-Solidaire propose des ordinateurs issus du réemploi à petit prix, des ateliers informatiques tout au long de l'année, pour les associations et les particuliers. L'association est située à Saint-lys et intervient à Toulouse et ses environs.

ordisolidaire.fr/



La Rebooterie

Acteur occitan

La Rebooterie est une recyclerie numérique, située à Toulouse, qui lutte contre la fracture numérique en proposant des ateliers d'auto-réparation et de formation. Elle offre un accompagnement pour réparer des équipements numériques, favorisant l'autonomie et l'entraide tout en sensibilisant à l'impact environnemental des déchets électroniques. L'association propose également un reconditionnement de matériel informatique en circuit court, accessible à tarif social.

larebooterie.fr/



Emmaüs Connect

Membre du Mouvement Emmaüs, l'association propose 3 types de services aux publics éloignés du numérique et/ou en situation de précarité : parcours d'accompagnement à l'usage du numérique, matériel numérique reconditionné à tarif solidaire, accès à la connexion.

emmaus-connect.org/

■ USAGES DU NUMÉRIQUE



Le Filament est une coopérative d'intégration de solutions informatiques en entreprise. Elle propose une démarche basée sur la coopération et la co-construction des solutions, pour permettre l'évolution numérique des entreprises. La coopérative intervient sur des missions de développement d'infrastructures, de design d'interfaces utilisateurs, de développement, de maintenance, etc.

le-filament.com/



Le Roselab est un espace de fabrication (FabLab, MakerSpace, Manufacture) partagé : fabrication numérique, fabrication conventionnelle, artisanale et industrielle, loisirs créatifs et formation. On y trouve 800 m² d'ateliers, plus de 90 outils et 30 machines ainsi que 9 Labs (ateliers bois et métal, lab 3D, medialab, TextileLab, ElectroLab). Le lieu est labellisé « Lieu Totem de l'ESS » par Toulouse Métropole.

roselab.fab-manager.com/



La coopérative TeleCoop est un opérateur télécom engagé dans la bifurcation écologique et sociale. L'opérateur propose, aux particuliers et aux professionnels, des forfaits mobiles transparents et sans engagement pour encourager la sobriété.

telecoop.fr/



Commown est une coopérative qui promeut l'électronique sobre et engagée. Elle propose aux particuliers des services de location de matériels réparables et peu consommateurs d'énergie : fairphones, ordinateurs et casques audios. Elle propose également aux professionnels des formules de location de matériels, pour plus de sobriété numérique.

commown.coop/



■ ALLONGEMENT DE LA DURÉE DE VIE DES ÉQUIPEMENTS



L'association d'insertion sociale, située en Haute-Garonne, soutient l'emploi de personnes en difficulté ou en situation de handicap, avec des activités dans divers domaines professionnels, et notamment l'informatique : gestion de parc informatique, développement web, maintenance de réseau, récupération du matériel obsolète, réemploi, vente de matériel reconditionné pour les professionnels et particuliers...

envoi-ess.org/nos-services/informatique



Les structures Envie ERG (Électroménager Rénové Garanti), situées à Toulouse et Montpellier, collectent, rénovent et revendent des équipements électriques et électroniques (gros électroménager, petit électroménager, multimédia, téléphonie...) aux particuliers, aux professionnels et aux collectivités. Les appareils défectueux collectés sont réparés, nettoyés puis testés avant d'être proposés en boutique à un prix entre 30% et 60% moins cher que l'équipement neuf.

envie.org/magasin-reseau-envie/envie-erg-toulouse/



Coopérative d'utilité sociale et environnementale, membre du Mouvement Emmaüs, les Ateliers du Bocage offrent une seconde vie au matériel numérique des entreprises et collectivités. Ils permettent également le recyclage du matériel plus ancien (DEEE). Le matériel réemployé et réparé est mis en vente en ligne pour les particuliers.

ateliers-du-bocage.fr/



Les structures Envie 2E (Emploi & Environnement) proposent des services de collecte, de manutention et de gestion aux professionnels et aux collectivités, et interviennent sur les marchés de Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE).

envie.org/magasin-reseau-envie/envie-2e-occitanie/



L'entreprise du Groupe ATF, située à Toulouse, rachète les matériels informatiques auprès de loueurs et constructeurs, et propose des solutions de collecte, traitement et effacement des données, reconditionnement et gestion des D3E.

bisrepetita.com/

RESSOURCES

La Mêlée Acteur occitan

L'association la Mêlée rassemble les utilisateurs et experts du numérique, pour travailler autour de la transformation numérique et de l'innovation, sur l'ensemble de la région Occitanie. La Mêlée est un laboratoire d'idées et de projets qui fédère un réseau de plus de 550 adhérents et 20 000 professionnels (indépendants, startuppeurs, chercheurs, salariés, dirigeants, élus...).

lamelee.com/

Numérique en Communs (NEC)

Numérique en Communs est une démarche portée par le programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT). Créée en janvier 2020, elle a pour mission de conseiller et de soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans la conception, la définition et la mise en œuvre de leurs projets, notamment en faveur de l'accès au numérique. Grâce à un événement national, nourri par des temps en ligne et des déclinaisons locales, NEC fédère une communauté grandissante d'acteurs et actrices unie par le souhait de faire émerger un numérique d'intérêt général à la fois inclusif, éthique, durable, ouvert, accessible et souverain.

numerique-en-communs.fr/la-demarche/#quoi

Le portail des Communs

Le portail des Communs est un site hébergé par HEC et édité par la Legal Service of Commons. Il propose une définition des Communs, des ressources et des exemples concrets.

lescommuns.org/#qu_est_que_que_les_communs

ADEME

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise des Énergies – ADEME - accompagne les professionnels vers la transition écologique. Le site Agir pour la transition présente l'offre de services de l'Agence au travers de guides, de programmes, de formations et d'outils d'accompagnement. Un espace est dédié au « Numérique responsable ». L'Ademe propose notamment un « Guide d'un numérique plus responsable ».

- agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/numerique-responsable
- librairie.ademe.fr/economie-circulaire-et-dechets/4197-le-guide-d-un-numerique-plus-responsable-9791029714191.html

Le Shift Project

Le Shift Project est une association française et un laboratoire d'idées qui s'est donné pour objectifs l'atténuation du changement climatique et la réduction de la dépendance de l'économie aux énergies fossiles. L'association a publié un rapport pour « Déployer la sobriété numérique », en octobre 2020.

theshiftproject.org/wp-content/uploads/2020/10/Deployer-la-sobriete-numerique_Rapport-complet_ShiftProject.pdf



FINANCE ÉTHIQUE ET SOLIDAIRE

Les enjeux



Le financement de la transition écologique est à double enjeux. D'une part, la transition juste requiert des financements massifs, et donc une réorientation importante des flux financiers vers une économie respectueuse des limites planétaires et de la justice sociale. D'autre part, le changement climatique et les bouleversements environnementaux actuels représentent une menace pour la stabilité du système financier.

Depuis les Accords de Paris, les acteurs du secteur financier sont intégrés aux négociations et aux travaux de planification écologique. Ils sont mobilisés pour contribuer à la transition bas carbone.

Les structures de l'ESS sont en première ligne de la démarche. Ces dernières portent des modèles de finance éthique et solidaire, dépassant la recherche de profit et de rentabilité, pour prioriser les problématiques sociétales et environnementales.

Différents enjeux sont couverts par la finance éthique et solidaire :

- L'inclusion sociale et économique : l'enjeu est de contribuer à la réduction des inégalités, en soutenant notamment les personnes exclues des circuits financiers traditionnels
- Le financement des transitions écologiques : l'enjeu est de favoriser la transition énergétique, la

préservation de la biodiversité, le développement des initiatives d'adaptation au changement climatique, ...

- La transparence et la gouvernance : les acteurs de la finance éthique sont tenus à un niveau de transparence plus élevé que les acteurs traditionnels. Il s'agit de garantir que l'argent des investisseurs est utilisé de manière éthique, pour financer des projets répondant aux critères environnementaux et sociaux. La gouvernance des institutions financières se veut également plus démocratique et participative.
- Le financement de l'innovation sociale et écologique : la finance solidaire soutient le développement de certaines entreprises, pour trouver des solutions aux problématiques sociales et environnementales contemporaines. Elle accompagne la construction de modèles économiques plus justes.
- L'éducation financière et la sensibilisation : l'enjeu est de sensibiliser les citoyens pour qu'ils deviennent des acteurs de la transformation.
- Le respect des droits humains : les investissements ne doivent pas contribuer à la violation des droits humains, que ce soit dans les pays où les entreprises investissent ou dans la gestion interne de ces entreprises.



EN FRANCE



110 milliards

d'euros d'investissements annuels supplémentaires d'ici 2030, par rapport à 2021, seraient nécessaires pour atteindre les objectifs de décarbonation de l'économie, selon un rapport de la Direction générale du Trésor



10%

des emplois de l'ESS sont dans le secteur des activités financières et d'assurances

L'ESS, à l'œuvre

Le secteur de l'ESS est particulièrement actif en matière de finance éthique et solidaire. Certaines structures sont d'ailleurs pionnières sur les questions de financement des projets de transition écologique juste. En complément des solutions de financements, pour les professionnels et les particuliers, les acteurs ESS proposent des accompagnements personnalisés aux porteurs de projets qui souhaitent faire leur transformation écologique.

■ ACCOMPAGNEMENT ET FINANCEMENT DES ENTREPRENEURS



France Active Occitanie regroupe deux associations territoriales (France Active Airdie-Occitanie et France Active MPA-Occitanie), qui ont pour missions l'accueil, le conseil des porteurs de projets engagés, l'apport de financement, et l'accompagnement des entrepreneurs dans la durée. En France, France Active soutient chaque année plus de 39 000 entrepreneurs pour lesquels elle mobilise 508 millions d'euros, favorisant ainsi la création ou la sauvegarde de plus de 66 000 emplois. En complément de son action de financement, France Active conseille 2 300 structures de l'Économie Sociale et Solidaire dans le cadre du Dispositif Local d'Accompagnement (DLA).

franceactive-occitanie.org/



L'Adie est une association qui défend l'idée que chacun peut devenir entrepreneur s'il a accès au crédit et à un accompagnement professionnel, personnalisé, fondé sur la confiance, la solidarité et la responsabilité. Les spécialistes de l'Adie accompagnent gratuitement et financent les créateurs d'entreprise jusqu'à 12 000€, pour aller vers une économie inclusive. L'Adie propose aussi une offre de microcrédit pour l'acquisition de véhicule.

adie.org/



lés est une coopérative qui collecte l'épargne des citoyens pour financer des entreprises engagées. Elle propose aussi de l'accompagnement aux porteurs de projet.

ies.coop/

■ INVESTISSEMENTS À IMPACT



Les Cigales sont des clubs d'investisseurs solidaires qui soutiennent des projets économiques à vocation sociale, environnementale ou culturelle. Chaque année, en France, près de 2 500 citoyens, engagés dans un des 200 clubs Cigales, épargnent 600 000 €. Cette somme est investie dans 150 projets d'entreprises locales permettant ainsi de créer ou consolider plus de 300 emplois dans tous les territoires. En complément du financement, les Cigales proposent un accompagnement individuel et une mise en réseau des porteurs de projet.

cigales-occitanie.org/



LITA est une société commerciale de l'ESS, labellisée ESUS. C'est une plateforme numérique d'investissement à impact social sur laquelle des investisseurs particuliers et professionnels peuvent investir dans des projets à « impact positif ».

lita.co/fr

■ SOLUTIONS BANCAIRES



Le Crédit Coopératif est une banque coopérative qui se veut être au service de l'Économie Sociale et Solidaire. Elle propose des produits de finance engagée, et valorise la transparence et la traçabilité des circulations financières.

credit-cooperatif.coop/



La NEF est une coopérative bancaire, qui réunit 48 000 sociétaires, 80 000 clients, et 100 salariés en France. La coopérative se présente comme une référence de la finance éthique. Elle finance exclusivement des projets à plus-value écologique, sociale ou culturelle, et donne une importance forte à la transparence.

lanef.com/particuliers/

RESSOURCES

Banque des Territoires

La Banque des Territoires, du Groupe Caisse des Dépôts, rassemble des expertises de conseil et de financement à destination des acteurs territoriaux pour faciliter la réalisation de leurs projets : collectivités locales, entreprises publiques locales, organismes de logement social, professions juridiques, entreprises et acteurs financiers. La Banque des Territoires agit pour une meilleure gestion des ressources et de l'énergie, et pour améliorer l'accès à tous aux droits et services publics. Elle met également à disposition des ressources documentaires, études et guides.

banquedesterritoires.fr/

ADEME

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise des Énergies – ADEME - accompagne les professionnels vers la transition écologique. Le site Agir pour la transition présente l'offre de financements de l'Agence, par secteurs d'activité.

agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres

Direction Générale du Trésor

La Direction Générale du Trésor présente un panorama des estimations des besoins en investissements supplémentaires dans les postes bas carbone à l'horizon 2030, et des enjeux associés sur l'ensemble de l'économie française : « Quels besoins d'investissements pour les objectifs français de décarbonation en 2030 ? ».

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2024/04/04/quels-besoins-d-investissements-pour-les-objectifs-francais-de-decarbonation-en-2030-1>

Le Shift Project

Le Shift Project est une association française et un laboratoire d'idées qui s'est donné pour objectif l'atténuation du changement climatique et la réduction de la dépendance de l'économie aux énergies fossiles. L'association a publié un rapport pour encourager la formation des étudiants et professionnels de la finance aux enjeux écologiques : « ClimatSup Finance – Former une finance au service de la bifurcation », en 2022.

theshiftproject.org/wp-content/uploads/2023/11/Rapport-ClimatSup-Finance.pdf



Il est temps de bifurquer !

La communauté scientifique a défini 9 limites planétaires à ne pas franchir avant que l'humanité n'assiste à un changement d'état irréversible de l'écosystème. En 2023, nous avons franchi une sixième limite planétaire, celle de l'eau douce qui tient compte de l'ensemble des systèmes hydriques de la planète.

Nous avons déjà dépassé les seuils de sécurité concernant le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, la perturbation des cycles biogéochimiques, les changements d'utilisation des sols, les nouvelles pollutions chimiques, et l'utilisation de l'eau douce.

Il convient donc de s'interroger sur l'interdépendance des activités humaines avec les écosystèmes et de repenser nos modèles économiques. L'accélération de la bifurcation écologique est indispensable pour atténuer les effets des activités humaines sur les écosystèmes. Elle est également nécessaire pour faciliter l'adaptation des acteurs économiques aux conséquences des dérèglements.

Ce guide, qui s'adresse à tous les acteurs économiques, illustre avec des exemples précis d'entreprises, la volonté et l'avancée des structures de l'économie sociale et solidaire dans la dynamique de bifurcation écologique. L'ESS est plus que proactive, elle porte une vision systémique, englobant les enjeux écologiques, économiques et sociaux. Elle propose des modèles économiques dont les principes coïncident avec les enjeux de la bifurcation écologique, et elle tient compte du principe de justice sociale dans le développement de ses activités.

À travers différents secteurs d'activité (énergie, bâtiment et industrie, numérique, agriculture et alimentation, mobilité et transports, économie-circulaire, finance), ce guide est une source d'inspiration pour les acteurs économiques qui s'engagent dans leur transformation écologique.

Acteurs économiques, saisissez-vous de ces illustrations, nourrissez-vous de ces ressources, il est temps de bifurquer !

RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES

ESS FRANCE

ESS France est la voix de référence de l'ESS. Elle représente et porte les intérêts des entreprises et organisations de l'ESS. Elle fédère les organisations nationales de l'ESS représentant les différentes formes statutaires de l'ESS, les Chambres régionales de l'ESS et tout réseau de l'ESS qui souhaite s'investir dans ses activités. ESS France met à disposition sur son site internet de nombreuses ressources pour accompagner les structures ESS vers leur transition écologique.

ess-france.org/ressources

CRDLA TES

Le Centre de Ressources DLA Transition écologique et solidaire (CRDLA TES) soutient les opérateurs du Dispositif Local d'Accompagnement (DLA) dans la transition écologique et solidaire en fournissant des ressources et des outils pour les structures de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). De nombreuses ressources permettent aux structures d'engager leur bifurcation :

- crdla-transformation-ecologique.org/wp-content/uploads/2023/12/CRDLA_livretTExDA_HD-1.pdf
- crdla-transformation-ecologique.org/wp-content/uploads/2025/01/CRDLA-TE_Cartographie-des-ressources_VF.pdf

RÉGION OCCITANIE

La Région Occitanie met à disposition des entreprises un outil construit avec les partenaires de l'accompagnement et du financement des entreprises du territoire, qui cartographie les offres d'accompagnement à la transformation sociale et écologique des entreprises :

laregion.fr/-offres-accompagnement-transformation-

ADEME

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise des Énergies – ADEME - accompagne les professionnels vers la transition écologique. Le site Agir pour la transition présente l'offre de services de l'Agence au travers de guides, de programmes, de formations et d'outils d'accompagnement. L'Agence publie également des ressources pour adapter l'économie au changement climatique et porte le programme « Territoire Engagé Transition Ecologique », dédié aux collectivités, pour faciliter la structuration et la mise en œuvre des politiques territoriales de transition écologique sur différents domaines : performance énergétique des bâtiments publics, mobilité douce et durable, énergies renouvelables, réduction et valorisation des déchets...

- librairie.ademe.fr/ged/6938/feuilleton_adaptation_changement_climatique_transitions2050_ademe.pdf
- territoirestransitions.fr/programme

GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT (GIEC)

Le GIEC est un organisme intergouvernemental chargé d'évaluer l'ampleur, les causes et les conséquences du changement climatique en cours. En mars 2023, le GIEC a publié son 6^{ème} rapport, qui synthétise les connaissances scientifiques acquises entre 2015 et 2021 sur le changement climatique, ses causes, ses impacts et les mesures possibles pour l'atténuer et s'y adapter.

ecologie.gouv.fr/actualites/publication-du-6e-rapport-synthese-du-giec

CONSEIL ÉCONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL (CESE)

Le CESE, Conseil économique social et environnemental, conseille le Gouvernement et le Parlement.

Il représente les organisations de la société civile et associe les citoyens à la vie démocratique. En 2023, le CESE a émis 18 préconisations relatives à l'adaptation au changement climatique dans son avis « Face au changement climatique, accélérer une adaptation systémique et juste ».

lecese.fr/actualites/face-au-changement-climatique-acceler-une-adaptation-systemique-et-juste-le-cese-adopte-lavis

CONSEIL NATIONAL DES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE (CNLE)

Le CNLE est une instance consultative rattachée au Premier ministre, composée de 65 membres issus de divers secteurs, visant à coordonner les politiques publiques contre la pauvreté et l'exclusion sociale, tout en intégrant les perspectives des personnes concernées. En 2024, le CNLE publie un rapport d'alerte « Faire de la transition écologique un levier d'inclusion sociale – l'impact social de l'écologie ».

solidarites.gouv.fr/sites/solidarite/files/2024-06/Synthese-Rapport-CNLE-Faire-de-la-transition-ecologique-un-levier-inclusion-sociale-06-2024.pdf



Carteco, c'est LA carte qui recense les structures de l'ESS œuvrant pour la transition écologique au cœur des territoires.

EN 2025



**+ DE 500 ENTREPRISES ESS D'OCCITANIE
SONT RÉFÉRENCÉES SUR CARTECO**



**+ DE 4 000 ENTREPRISES PARTOUT EN FRANCE
SONT RÉFÉRENCÉES SUR CARTECO**

RÉPARTIES EN 6 SECTEURS D'ACTIVITÉ

- Gestion des ressources et des déchets
- Agriculture et alimentation durables
- Mobilité responsable
- Bâtiment durable
- Education à la nature et à l'environnement
- Accompagnement à la transformation écologique

carteco-ess.org/

